

## **International Law FORUM du droit international**

---

### **Editorial Board**

#### **Editor-in-Chief:**

Catherine Kessedjian, Conférence de la Haye de droit international privé, The Hague, The Netherlands

#### **Members:**

Catherine Cissé, International Criminal Tribunals for Rwanda and for the Former Yugoslavia, The Hague, The Netherlands

Ellen Hey, *GLODIS*-Institute, Faculty of Law, Erasmus University, Rotterdam, The Netherlands

Frances Meadows, VeriFone Inc., Paris, France

Bette Shifman, International Court of Justice, The Hague, The Netherlands

#### **Assistant to the Editors:**

Anne Veldkamp, The Hague, The Netherlands; tel. +31-70-338.8772; fax. +31-70-338.8773; e-mail: [il.forum@inter.NL.net](mailto:il.forum@inter.NL.net)

---

#### **Publisher:**

Annebeth Rosenboom, Kluwer Law International, P.O. Box 85889, 2508 CN The Hague, The Netherlands; tel. +31-70-3081528; fax +31-70-3081515; e-mail: [Annebeth.Rosenboom@kli.wkap.nl](mailto:Annebeth.Rosenboom@kli.wkap.nl)

#### **The International Law Association:**

Charles Clore House, 17 Russell Square, London WC1B 5DR, UK; tel. +44-171-323 2978; fax +44-171-3233580; url: <http://www.ila-hq.org>; e-mail: [secretariat@ila-hq.org](mailto:secretariat@ila-hq.org)

---

### **Aims and Scope**

The International Law FORUM covers all aspects of public and private international law with an unmatched interdisciplinary approach. Its authors include both distinguished practitioners and scholars as well as fresh, new voices in international law. The objective editorial policy allows readers to form their own opinions based on the balanced coverage and diversity of news presented.

Each issue contains: *Editorial*, *In the News*, *Recurring Themes*, a *Profile*, *Work in Progress*, *Conference Scene*, and the *Bookshelf* of a distinguished guest. Pocket-sized and affordably priced, the FORUM provides an accessible way for academics and practitioners to stay current in the field.

Thought-provoking and controversial, it is also up-to-date and truly international.

\* \* \*

La revue FORUM du droit international privilégie une approche inter-disciplinaire sans précédent pour couvrir tous les aspects du droit international public et privé. Parmi les auteurs qui y contribuent figurent d'éminents praticiens, professeurs et chercheurs ainsi que de nouveaux auteurs en droit international. La politique objective de la rédaction permet aux lecteurs de se forger leur propre opinion basée sur la diversité des informations présentées couvrant de manière équilibrée l'actualité.

Chaque numéro comporte les rubriques suivantes: *Editorial*, *Actualité*, *Thèmes récurrents*, *Profil*, *Travaux en cours*, *Le tour des conférences* et *La bibliothèque* d'un éminent invité. De petite taille et pour un prix raisonnable, FORUM constitue un outil accessible pour les universitaires et les praticiens qui souhaitent suivre l'actualité du droit international.

C'est une revue à jour et réellement internationale qui pousse à la réflexion et à la discussion.

## **International Law FORUM du droit international**

---

**Volume 1, No. 3, September 1999**

<b>Editorial</b>	115
<b>In the News / Actualité</b>	
BETTE SHIFMAN / International Court of Justice: Cases Concerning Legality of Use of Force: No Provisional Measures Against NATO Member States	117
CATHERINE CISSÉ / Inculpation du Président Milosevic	121
CATHERINE KESSEDJIAN / L'avant-projet préliminaire de convention sur la compétence juridictionnelle et les effets des jugements en matière civile et commerciale	123
<b>Recurring Themes / Thèmes récurrents</b>	
<i>NATO's Intervention in Kosovo / L'intervention de l'OTAN au Kosovo</i>	
CATHERINE KESSEDJIAN / Introduction	147
GEORGE H. ALDRICH / Yugoslavia's Television Studios as Military Objectives	149
CHRISTOPH SCHREUER / Is there a Legal Basis for the NATO Intervention in Kosovo?	151
NICO SCHRIJVER / NATO in Kosovo: Humanitarian Intervention Turns into Von Clausewitz War	155
ALAIN PELLET / "La guerre du Kosovo" – Le fait rattrapé par le droit	160
SIR ROBERT JENNINGS / Kosovo and International Lawyers	166
<b>Profile / Profil</b>	
ELLEN HEY / Profile of Michael Byers, Associate Professor of Law, Duke University	171
<b>Conference Scene / Le tour des conférences</b>	
PHYLLIS HAMILTON / Permanent Court of Arbitration – Centenary Celebrations and New Directions	175
ANNE-MARIE LA ROSA / Les sanctions des Nations Unies et le droit international	178
NICOLA JÄGERS / Colloquium on the Liability of Multinational Corporations under International Law	181

## Editorial

---

### Volume 1, No. 3

L'intervention de l'OTAN au Kosovo a suscité un malaise certain dans la communauté internationale en général et juridique en particulier. En effet, l'ONU, instance internationale habilitée en vertu de sa Charte à prendre la décision de recourir à la force armée, était absente du processus décisionnel de recourir à la force. Cette absence remarquée pose la double question de la légitimité de l'intervention de l'OTAN et des causes profondes de l'inaction de l'ONU, en particulier du Conseil de Sécurité. Ce numéro de FORUM tente d'apporter des éléments de réponse à ces interrogations. Christoph Schreuer, suivant une analyse rigoureuse du droit existant, rappelle que les frappes aériennes de l'OTAN sont dépourvues de toute justification en droit international positif et que la doctrine de l'intervention humanitaire, aussi justifiée soit-elle sur le plan éthique, doit nécessairement obéir à certains critères. Alain Pellet démontre au contraire le caractère licite de l'intervention armée de l'OTAN à partir de l'existence d'un "faisceau d'indices indiscutable plus que suffisant". L'article de George Aldrich examine la légalité de l'intervention à travers l'exemple du bombardement des studios de la télévision serbe. Nico Schrijver voit dans l'intervention de l'OTAN la primauté de la doctrine morale de l'intervention humanitaire sur le concept de la souveraineté étatique en matière de protection des droits fondamentaux de la personne. Son analyse des méthodes employées par l'OTAN le conduit à constater un glissement de l'intervention humanitaire vers des motivations d'ordre politique. Sir Robert Jennings nous fait part d'une réflexion profonde sur la répartition des rôles entre les institutions internationales politiques et judiciaires dans le règlement pacifique des différends. Il cite l'inadéquation des procédures des organes politiques de l'ONU dans la prise de décision d'ordre militaire comme cause principale de la marginalisation de l'ONU dans la crise du Kosovo.

Le volet judiciaire de la crise du Kosovo traité dans *l'Actualité* est dominé par l'inculpation historique du Président Slobodan Milosevic pour crimes contre l'Humanité par le Tribunal international pour l'ex-Yougoslavie. FORUM se félicite de cette offensive de la justice internationale. L'inculpation de Slobodan Milosevic, Président de la Fédération de Yougoslavie, et de quatre autres dirigeants de Belgrade, marque une étape décisive dans la primauté du droit sur l'impunité des dirigeants en exercice. Ce précédent constitue un héritage incomparable pour les juristes qui agiront au sein de la future Cour pénale internationale et pour tous ceux qui, aujourd'hui, mettent en oeuvre le droit international humanitaire pour mettre fin aux dictatures sanguinaires. La Cour Internationale de Justice, à sa manière, s'intéresse à la crise du Kosovo sous l'angle procédural en rendant une décision sur la requête visant à l'arrêt des

bombardements de l'OTAN.

Face à cette actualité brûlante, les progrès accomplis dans la négociation d'une future convention de La Haye sur la compétence juridictionnelle et les effets des jugements en matière civile et commerciale, peuvent paraître modestes. Mais cette actualité nous touche également tous, puisqu'il s'agit de la justice de tous les jours à laquelle les citoyens que nous sommes pourraient avoir recours un jour ou l'autre, compte tenu de l'accroissement considérable des flux migratoires et du commerce international, notamment sous forme électronique. L'adoption d'un avant-projet préliminaire est brièvement présentée dans la rubrique *Actualité*. Ceux de nos lecteurs qui voudraient nous faire part de leurs observations sur ce texte sont les bienvenus.

Le profil du très vivant Michael Byers, dressé par Ellen Hey, n'est pas sans rappeler la sagesse des Présocratiques. Nous avons retenu pour le *Tour des conférences* les thèmes relatifs à la responsabilité des multinationales, aux sanctions des Nations Unies et au futur de la Cour permanente d'Arbitrage. Ce dernier sujet a été abordé à l'occasion de la commémoration du centenaire des Conventions de La Haye en mai dernier au Palais de la Paix. Cette célébration fastueuse contrastait de manière surréaliste avec les événements qui faisaient rage au même moment au Kosovo. Un tel décalage ne risque-t-il pas de conforter une certaine image mondaine du droit international aux dépens du rôle central qu'il est appelé à jouer dans le domaine de la paix ?

FORUM prépare ses deux prochains numéros. Ils sont respectivement consacrés à la preuve devant les juridictions internationales et aux commissions de vérité et de réconciliation. A vos plumes !!

## **In the News / Actualité**

---

### **International Court of Justice: Cases Concerning Legality of Use of Force: No Provisional Measures Against NATO Member States**

#### *Introduction*

On 2 June 1999, the International Court of Justice (ICJ) declined to indicate provisional measures against ten member countries of NATO. Yugoslavia had asked the Court to order Belgium, Canada, France, Germany, Italy, the Netherlands, Portugal, Spain, the United Kingdom, and the United States to “cease immediately acts of use of force” and to “refrain from any act of threat or use of force” against Yugoslavia.

The cases were initiated by ten separate applications on 29 April 1999. These alleged that by participating in the NATO air strikes against Yugoslavia the respondent States had committed violations of the “international obligation banning the use of force against another State, the obligation not to intervene in the internal affairs of another State, the obligation not to violate the sovereignty of another State, the obligation to protect the civilian population and civilian objects in wartime, the obligation to protect the environment, the obligation relating to free navigation on international rivers, the obligation regarding fundamental human rights and freedoms, the obligation not to use prohibited weapons, the obligation not to deliberately inflict conditions of life calculated to cause the physical destruction of a national group.”

Yugoslavia requested the Court to adjudge and declare that the respondent States were “responsible for the violation of the above international obligations”, and that they were “obliged to stop immediately” and “to provide compensation for the damage done”.

Yugoslavia relied, inter alia, on the provisions of the Geneva Convention of 1949 and of the Additional Protocol No. 1 of 1977 on the Protection of Civilians and Civilian Objects in Time of War, the 1948 Convention on Free Navigation on the Danube, the International Covenant on Civil and Political Rights, the 1966 International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights, and the Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide. It further asserted that the activities of the respondent States were “contrary to Article 53, paragraph 1, of the Charter of the United Nations”.

Each application was accompanied by a request for provisional measures, asking the Court to order the respondent States to “cease immediately acts of use of force” and to “refrain from any act of threat or use of force against the Federal Republic of Yugoslavia”. Yugoslavia asserted that without such measures, there would be “new losses of human life, further physical and mental

harm inflicted on the population of the FRY, further destruction of civilian targets, heavy environmental pollution and further physical destruction of the people of Yugoslavia”.

#### *Oral Hearings*

The Court heard oral statements on the request for provisional measures from 10 through 12 May 1999. Because the President of the Court is a national of one of the respondent States, the Vice-President presided. Of the six States involved that do not have nationals on the bench, five, including Yugoslavia, designated a judge *ad hoc* to sit in the case.

Each of the respondent States raised objections to the indication of provisional measures. All of them relied on the Court’s jurisprudence to argue, *inter alia*, that the Court lacked the requisite *prima facie* jurisdiction with respect to Yugoslavia’s application. Yugoslavia argued that the Court did have *prima facie* jurisdiction, relying, in six of the cases, on Yugoslavia’s declaration of 25 April 1999, accepting the compulsory jurisdiction of the Court on condition of reciprocity in accordance with article 36(2) of the Statute of the Court, and in all ten cases on article IX of the 1948 Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide (Genocide Convention), which provides for submission to the Court of disputes arising between the Contracting Parties.

#### *Rejection of Request for Provisional Measures*

In its orders rejecting the requests for indication of provisional measures, the Court stressed the consensual nature of ICJ jurisdiction, and recalled that in provisional measures cases, the Court need not finally satisfy itself that it has jurisdiction on the merits of the case, but “ought not to indicate such measures unless the provisions invoked by the applicant appear, *prima facie*, to afford a basis on which the jurisdiction of the Court might be established”.

In two of the ten cases (*Yugoslavia v. Spain* and *Yugoslavia v. United States of America*), the Court held that it manifestly lacked jurisdiction and ordered that they be removed from its list. In the remaining eight cases, the Court found that while it lacked the *prima facie* jurisdiction needed to indicate provisional measures, this did not prejudice the question of its jurisdiction to deal with the merits of the case or the admissibility of the application, and did not affect the parties’ rights to submit arguments in respect of such questions. The Court remains seized of these cases and has reserved the subsequent procedure for further decision.

#### *Manifest Lack of Jurisdiction*

In the case against Spain, the lack of jurisdiction was manifest because Spain’s declaration of acceptance of the compulsory jurisdiction of the Court contained an express reservation, excluding from the jurisdiction of the Court disputes in

regard to which the other party had accepted the compulsory jurisdiction of the Court less than twelve months prior to the filing of the application, and because Spain had made a reservation to the Genocide Convention “in respect of the whole of Article IX”. Similarly, the United States had, upon ratification of the Genocide Convention, made a reservation requiring its express consent to the initiation of proceedings pursuant to article IX. The United States had not made an optional clause declaration under article 36(2) of the Statute, and was unwilling to consent to the jurisdiction of the Court as provided in article 38(5) of the Rules of Court.

*Lack of Prima Facie Jurisdiction under the Genocide Convention*

Like Spain, the United Kingdom had also made a temporal reservation to its acceptance of the Court’s compulsory jurisdiction, for situations in which the acceptance of the Court’s compulsory jurisdiction on behalf of any other Party to the dispute was deposited or ratified less than twelve months prior to the filing of the application. The United Kingdom was, however, a party to the Genocide Convention without any reservation, leading the Court to conclude that article IX of the Convention “appear[ed] to constitute a basis on which the jurisdiction of the Court might be founded to the extent that the subject-matter of the dispute relates to ‘the interpretation, application or fulfilment’ of the Convention”.

Citing the definition of genocide in the Convention, the Court concluded, in all eight of these cases, that the threat or use of force against a State could not in itself constitute an act of genocide within the meaning of the Genocide Convention, and that the bombings forming the subject of Yugoslavia’s application did not appear, at this stage of the proceedings, to entail the element of intent required by the Convention. These cases were not removed from the Court’s General list because, unlike the Spanish and U.S. cases, this question involved a degree of appreciation and interpretation.

*Lack of Prima Facie Jurisdiction Ratione Temporis*

The determination that the Genocide Convention did not, at the present phase of the proceedings, provide a basis for the prima facie jurisdiction of the Court was dispositive in the case of France, Germany and Italy, none of which had made the article 36(2) optional clause declaration. Although Belgium, Canada, the Netherlands and Portugal had accepted the compulsory jurisdiction of the Court, without any applicable reservation, the Court nevertheless found that because Yugoslavia had limited its acceptance of the Court’s compulsory jurisdiction *ratione temporis* to “disputes arising or which may arise after the signature of [its] Declaration, with regard to the situations or facts subsequent to . . . signature”, the Court lacked prima facie jurisdiction. The Court rejected Yugoslavia’s argument that following the signature of the Yugoslav declaration on 25 April 1999, a number of separate disputes had arisen between the Parties

relating to events subsequent to that date. It found that as the bombings in question had commenced on 24 March 1999, a legal dispute concerning the legality of those bombings arose between Yugoslavia and each respondent well before 25 April 1999.

### *Conclusion*

Despite its rejection of Yugoslavia's request for provisional measures, the Court made a point, in each of the orders, of expressing its deep concern "with the human tragedy, the loss of life, and the enormous suffering in Kosovo . . . and with the continuing loss of life and human suffering in all parts of Yugoslavia". It recorded its profound concern with the use of force in Yugoslavia, which ". . . raise[d] very serious issues of international law", and emphasized that all parties appearing before it were expected "to act in conformity with their obligations under the United Nations Charter and other rules of international law, including humanitarian law". The Court further stressed that, "whether or not States accept the jurisdiction of the Court, they remain in any event responsible for acts attributable to them that violate international law, including humanitarian law", and that "any disputes relating to the legality of such acts are required to be resolved by peaceful means, the choice of which, pursuant to article 33 of the Charter, is left to the parties". In this context, it was suggested that the parties "should take care not to aggravate or extend the dispute", and reaffirmed that "when such a dispute gives rise to a threat to the peace, breach of the peace or act of aggression, the Security Council has special responsibilities under Chapter VII of the Charter".

Many of the oral statements hinted at the substantive issue that the Court could be called upon to address in the merits phase of the eight cases retained on the list: the legality of the use of force for purposes of humanitarian intervention. It is not clear when this question might reach the Court, if at all. The Court's orders expressly reserve the "subsequent procedure" for further decision, and remind the parties that they remain entitled to submit arguments concerning jurisdiction and admissibility.

## **L'inculpation du Président Milosevic**

La justice internationale a franchi une étape nouvelle en inculpant, en mai dernier, pour la première fois, un chef d'Etat en exercice, le Président de la Fédération Yougoslave, Slobodan Milosevic.

Cette mise en accusation fait suite à deux autres développements importants du droit international humanitaire. Le premier vise la condamnation, par le Tribunal international pour le Rwanda, à l'emprisonnement à vie du Premier Ministre du gouvernement intérimaire du Rwanda en 1994, Jean Kambanda, suivant son aveu de culpabilité pour crimes de génocide. Le second est inscrit dans la décision de la Chambre des Lords concernant l'immunité de l'ancien chef d'Etat chilien Pinochet<sup>1</sup>.

Le Procureur Louise Arbour a établi le 22 mai 1999, à l'issue d'une information sur les massacres commis au Kosovo à partir de janvier 1999 jusqu'à la date de l'inculpation, un acte d'accusation à l'encontre du Président Slobodan Milosevic, de Milan Milutinovic, Président de la Serbie, de Nikola Sainovic, Vice Premier Ministre de la RFY, de Dragoljub Ojdanovic, Chef d'Etat Major des forces armées de la RFY (VJ) et de Vljako Stojiljkovic, Ministre de l'intérieur. L'acte a été transmis au juge australien David Hunt siégeant dans une chambre de première instance qui a confirmé l'acte d'accusation le 24 mai 1999 et n'a été rendu public que le 27 mai 1999 pour permettre l'évacuation du personnel humanitaire présent au Kosovo.

Le juge saisi a, sur demande du Procureur, délivré un mandat d'arrêt à l'encontre des cinq accusés et un ordre de transfert adressés à la République fédérale de la Yougoslavie, à tous les Etats membres des Nations Unies, et à la Confédération Helvétique. En outre, le juge a, sur requête du Procureur, pour la première fois, adressé aux Etats une ordonnance d'enquêter sur l'existence de biens susceptibles d'appartenir aux accusés et de geler tous leurs avoirs se trouvant sur leur territoire. Cette ordonnance, émise en vertu de l'article 19-2 du Statut<sup>2</sup>, est justifiée par le souci d'éviter que ces biens soient d'une part, utilisés pour échapper à la justice et, d'autre part, restitués à leur propriétaire légitime après jugement de culpabilité.

L'acte d'accusation retient pour chaque accusé quatre chefs d'inculpation de crimes contre l'humanité et de violation des lois et coutumes de la guerre. Il précise que, par leurs actes, les accusés ont mené une campagne de terreur et de violence dirigée contre la population civile albanaise vivant au Kosovo dans le

---

<sup>1</sup> voir le commentaire de Catherine Kessedjian dans le numéro 1.

<sup>2</sup> L'article 19-2 dispose qu'un juge peut notamment, sur réquisition du Procureur, décerner les ordonnances nécessaires pour la conduite du procès.

cadre d'une offensive généralisée ou systématique.

Il est reproché aux accusés d'avoir planifié, incité à commettre, ordonné, commis ou de toute autre manière aidé et encouragé l'expulsion forcée d'environ 740 000 Albanais du Kosovo, l'assassinat de centaines de civils albanais du Kosovo, le meurtre d'au moins 340 albanais identifiés et les persécutions pour des raisons politiques, raciales et religieuses de la population civile kosovare d'origine albanaise.

Chacun des accusés est en outre individuellement responsable des actes de ses subordonnés en vertu du principe de la responsabilité du supérieur hiérarchique.

L'acte d'accusation, aussi important soit il, ne traduit que le commencement de la justice. Le procès n'aura lieu que lorsque la communauté internationale procédera à l'arrestation et au transfert des accusés à La Haye.

juin 1999

CC

## **L'avant-projet préliminaire de convention sur la compétence juridictionnelle et les effets des jugements en matière civile et commerciale**

C'est en 1992 que la Conférence de La Haye de droit international privé a commencé à travailler sur un projet de convention à vocation mondiale sur la compétence juridictionnelle internationale et les effets des jugements étrangers en matière civile et commerciale.

Le texte que nous reproduisons ci-dessous, dans les deux langues officielles de l'Organisation, est issu de la quatrième réunion de la Commission spéciale mise en place pour travailler sur ce sujet et proposer un avant-projet de convention aux délégations qui seront réunies en Conférence diplomatique, à La Haye, à l'automne de l'an 2000<sup>1</sup>.

Nous souhaitons attirer l'attention de nos lecteurs sur quelques traits essentiels du texte tel qu'il se présente aujourd'hui. Il convient d'abord de souligner que l'avant-projet préliminaire propose une convention ouverte (voir les articles 19 et 25bis), permettant aux États Parties de continuer à appliquer leurs règles de compétence nationales sauf dans les cas où la convention prévoit des règles de compétence auxquelles il n'est pas possible de déroger ou, au contraire, dont l'utilisation est interdite par la convention. Cette dernière hypothèse est régie par l'article 20 du projet. Dans une convention ouverte, cette disposition devient le pivot fondamental de tout le dispositif en matière de compétence directe. C'est pourquoi il a été jugé nécessaire de commencer par une définition de ce que l'on doit entendre par « compétence interdite » et, ensuite seulement, donner des exemples de cette notion.

Du point de vue du jugement rendu, une convention ouverte entraîne les conséquences suivantes :

- Trois sortes de jugements peuvent être rendus par le tribunal d'origine selon la base juridictionnelle qui a été utilisée par ce dernier : (1) des jugements fondés sur un des chefs de compétence prévus par la convention ; (2) des jugements fondés sur un chef de compétence prévu par le droit national ; (3) des jugements rendus sur un chef de compétence interdit par la convention.
- Trois régimes différents sont mis en place pour ces divers jugements : (1) les

---

<sup>1</sup> Ce texte est également disponible sur le site de la Conférence de La Haye ([www.hcch.net](http://www.hcch.net)). Les lecteurs de FORUM sont appelés à adresser au secrétariat de la Conférence les commentaires que ce texte leur inspire, soit par courrier normal (Conférence de La Haye de droit international privé, Scheveningseweg 6, 2517 KT, La Haye, Pays-Bas), soit par courrier électronique ([secretariat@hcch.nl](mailto:secretariat@hcch.nl)). Ces commentaires peuvent être adressés en anglais ou en français.

premiers doivent être reconnus ou exécutés selon les règles conventionnelles si les différentes conditions prévues au chapitre III de la convention sont remplies ; (2) les seconds ne peuvent pas être reconnus ou exécutés en vertu de la convention mais demeurent soumis au droit commun de chaque Etat ; (3) les derniers ne doivent pas être reconnus ou exécutés que ce soit en vertu de la convention ou du droit national.

Une telle convention est avantageuse au moins pour trois raisons :

- Elle permet de mettre un peu d'ordre dans la compétence juridictionnelle directe, au moins dans un certain nombre de litiges (élection de for –art. 4–, contrats –art. 6–, délits –art. 10–, mesures provisoires ou conservatoires –art. 14–, par exemple) avec la certitude, pour celui qui gagne son procès dans l'Etat d'origine, qu'il pourra exécuter le jugement relativement facilement dans tous les Etats Parties à la convention.
- Elle permet une grande marge de flexibilité aux Etats qui peuvent encore développer et appliquer des règles de compétence directe dans les limites indiquées ci-dessus. Cela ne change pas le status quo. Lorsqu'ils utilisent de tels chefs de compétence, les plaideurs ne sont pas dans une position plus mauvaise ni meilleure qu'avant la convention.
- Elle permet de s'assurer que, désormais, les tribunaux n'appliqueront plus des chefs de compétence exorbitants car les jugements qui en seront issus seront interdits de circulation dans les Etats Parties. Cela permet aux plaideurs de se savoir protégés à l'encontre de telles compétences.

Certains des aspects fondamentaux de la structure manquent encore comme, par exemple, le champ d'application géographique. En d'autres termes, quel sera le lien géographique qui permettra à la convention d'être appliquée ? Tout le monde est d'accord pour dire que pour le chapitre reconnaissance et exécution des jugements, la règle est relativement aisée à rédiger. L'Etat d'origine du jugement et l'Etat requis de reconnaître ou exécuter ce jugement doivent être tous deux des Etats contractants. En revanche, pour l'application des règles de compétence, les avis sont partagés. Certains soutiennent qu'il convient de n'appliquer la convention que si deux conditions sont réunies, à savoir : le tribunal saisi est situé dans un Etat contractant et le défendeur est « domicilié » dans un autre Etat contractant, sauf clause contraire de la convention comme les cas de compétence exclusive. C'est le système des conventions de Bruxelles (1968) et de Lugano (1988) traitant des mêmes questions dans le cadre de la Communauté européenne et des Etats de l'AELE. Mais ce système, déjà critiqué dans ce contexte, ne peut donner satisfaction dans un contexte mondial. Il conviendra donc, vraisemblablement, de trouver une meilleure formule.

Un autre aspect très important qui demeure encore à discuter concerne l'interprétation uniforme de la future convention. Beaucoup s'accordent à dire

que le succès de la convention de Bruxelles est en grande partie dû à la présence de la Cour de Justice des Communautés européennes qui assure une interprétation uniforme des concepts essentiels de la convention. Un tel mécanisme n'existe pas dans le cadre de la Conférence de La Haye, même si quelques-uns ont cru pouvoir proposer de donner compétence à la Cour internationale de Justice. Il est douteux que les juges de cette Cour accueilleraient avec satisfaction un tel fardeau pour une convention de droit privé et susceptible de nécessiter, au moins au départ, un contentieux assez lourd, tant que les tribunaux des Etats Parties n'ont pas pris l'habitude de l'appliquer. De plus, on peut douter que les mécanismes de recours propres à cette institution soient adaptés à une convention de droit privé. En revanche, un mécanisme de panels avec pouvoir consultatif serait vraisemblablement à même de donner satisfaction, un moins dans un premier temps.

Bien d'autres aspects du projet de convention nécessiteraient d'être commentés. Mais la place qui nous est impartie ne le permet pas. Toute personne intéressée par ces travaux peut commander auprès du secrétariat de la Conférence de La Haye (voir note 1) les rapports préliminaires ainsi qu'une note de droit comparé sur les mesures provisoires et conservatoires.

## CONFÉRENCE DE LA HAYE DE DROIT INTERNATIONAL PRIVÉ

Avant-projet d'une Convention sur la compétence juridictionnelle et les effets des jugements en matière civile et commerciale. (Approuvé provisoirement par la Commission spéciale le 18 juin 1999<sup>1</sup>.)

### CHAPITRE I – CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION

#### *Article premier – Champ d'application matériel*

1. La présente Convention s'applique en matière civile et commerciale [devant les tribunaux des Etats contractants]. Elle ne comprend pas, notamment, les matières fiscales, douanières et administratives.
2. Sont exclus du domaine de la Convention :
  - a. l'état et la capacité des personnes ;
  - b. les obligations alimentaires ;
  - c. les régimes matrimoniaux et les autres effets du mariage ;
  - d. les testaments et successions ;
  - e. l'insolvabilité, les concordats et procédures analogues ;
  - f. la sécurité sociale ;
  - g. l'arbitrage et les procédures y afférentes.
3. Un litige n'est pas exclu du domaine de la Convention du seul fait qu'un gouvernement, une agence gouvernementale ou toute autre personne agissant pour le compte de l'Etat y est partie.

#### *Article 2 – Champ d'application géographique*

[à discuter]

### CHAPITRE II – COMPETENCE

#### *Article 3 – For du défendeur*

Sous réserve des dispositions de la Convention, un défendeur peut être attrait :

- s'il s'agit d'une personne physique, devant les tribunaux [de l'Etat contractant] [du lieu] de sa résidence habituelle ;
- s'il ne s'agit pas d'une personne physique, devant les tribunaux [de l'Etat contractant] [du lieu]
  - a. de son siège statutaire,
  - b. selon la loi duquel elle a été constituée,
  - c. de son administration centrale, ou
  - d. de son principal établissement.

---

<sup>1</sup> La Commission spéciale se réunira en Octobre 1999 pour donner son approbation définitive à l'avant-projet de Convention.

#### *Article 4 – Election de for*

1. Si les parties sont convenues d'un tribunal ou des tribunaux d'un Etat contractant pour connaître des différends nés ou à naître à l'occasion d'un rapport de droit déterminé, ce tribunal ou ces tribunaux sont seuls compétents à moins que les parties n'en aient décidé autrement. Si une telle convention désigne un tribunal ou des tribunaux d'un Etat non contractant, les tribunaux des Etats contractants se déclarent incompétents ou sursoient à statuer, sauf si le tribunal ou les tribunaux choisis se sont eux-mêmes déclarés incompétents.

2. Une telle convention est valable en la forme si elle a été conclue ou confirmée :

- a. par écrit ;
- b. par tout autre moyen de communication qui rende l'information accessible pour être consultée ultérieurement ;
- c. conformément à un usage régulièrement suivi par les parties ;
- d. conformément à un usage dont les parties avaient ou étaient censées avoir connaissance et régulièrement observé par les parties à des contrats de même nature dans la branche commerciale en cause.

3. Les conventions attributives de juridiction [ainsi que les stipulations similaires d'actes constitutifs de trust] sont sans effet si elles sont contraires aux dispositions des articles 7 et 8, ou si les tribunaux à la compétence desquels elles dérogent sont exclusivement compétents en vertu de l'article 13.

#### *Article 5 – Comparution du défendeur*

1. Sous réserve de l'article 13, est compétent le tribunal devant lequel le défendeur procède au fond sans contester la compétence.

2. Le défendeur a le droit de contester la compétence du tribunal au plus tard au moment de sa première défense au fond.

#### *Article 6 – Contrats*

Le demandeur peut introduire une action contractuelle dans un Etat contractant :

- a. en matière de fourniture d'objets mobiliers corporels, devant le tribunal du lieu où ceux-ci ont été fournis en tout ou en partie ;
- b. en matière de prestation de services, devant le tribunal du lieu où les services ont été rendus en tout ou en partie ;
- c. en matière de contrats portant à la fois sur une fourniture d'objets mobiliers corporels et une prestation de services, devant le tribunal du lieu où la prestation principale a été exécutée en tout ou en partie.

#### *Article 7 – Contrats conclus par les consommateurs*

1. Le demandeur qui a conclu un contrat pour un usage étranger à son activité professionnelle ou commerciale, ci-après dénommé le consommateur, peut

introduire une action devant le tribunal du lieu de sa résidence habituelle située dans un Etat contractant, si

- a.* la conclusion du contrat sur lequel la demande est fondée est liée aux activités professionnelles ou commerciales que le défendeur a exercées dans cet Etat, ou dirigé vers cet Etat, en particulier en sollicitant des affaires par des moyens de publicité, et
- b.* les démarches nécessaires à la conclusion du contrat ont été accomplies par le consommateur dans cet Etat.

2. Une action intentée contre le consommateur ne peut être portée par la personne qui a conclu le contrat dans le cadre de ses activités professionnelles ou commerciales que devant le tribunal du lieu de la résidence habituelle du consommateur.

3. Les parties à un contrat au sens du premier paragraphe peuvent convenir d'une élection de for dans une convention conforme aux dispositions de l'article 4 :

- a.* si leur convention est postérieure au différend ; ou
- b.* seulement dans la mesure où elle permet au consommateur de saisir un autre tribunal.

#### *Article 8 – Contrats de travail*

[à discuter]

#### *Article 9 – Succursales*

Le demandeur peut introduire une action devant les tribunaux de l'Etat contractant dans lequel est situé une succursale, agence ou tout autre établissement du défendeur, au lieu de cette succursale, agence ou établissement, si le litige est directement lié à l'activité de cette succursale, agence ou établissement.

#### *Article 10 – Délits*

1. Le demandeur peut introduire une action délictuelle devant les tribunaux de l'Etat contractant

- a.* dans lequel a eu lieu l'acte ou l'omission à l'origine du dommage, ou
- b.* dans lequel le dommage a pris naissance, sauf si le défendeur établit [qu'il] [que la personne présumée responsable] ne pouvait raisonnablement prévoir que l'acte ou l'omission était susceptible de produire un dommage de même nature dans cet Etat.

2. Le demandeur peut également introduire une action conformément aux dispositions du premier paragraphe lorsque soit l'acte ou l'omission, soit le dommage est susceptible de se produire.

3. Si une action est introduite devant les tribunaux d'un Etat contractant en vertu seulement du lieu où le dommage a pris naissance ou est susceptible de se

produire, ces tribunaux ne sont compétents que pour le dommage survenu ou pouvant survenir dans cet Etat, sauf si [le demandeur] [la partie lésée] a sa résidence habituelle ou son siège dans cet Etat.

*Article 11 – Compétence fondée sur l'activité*

[supprimé]

*Article 12 – Trusts*

1. Sont seuls compétents en matière de validité, interprétation, effets, administration ou modification d'un trust créé volontairement et dont la preuve est apportée par écrit, les tribunaux d'un Etat contractant choisis à cet effet dans l'instrument de trust.

2. En l'absence d'une telle élection de for, une action peut être intentée devant les tribunaux de l'Etat contractant, . . .<sup>2</sup>

*Article 12 bis – Compétence en matière maritime*

[à discuter]

*Article 13 – Compétences exclusives*

1. Si l'action porte sur des droits réels immobiliers ou des baux d'immeubles, sont seuls compétents les tribunaux de l'Etat contractant où l'immeuble est situé, sauf si, en matière de baux d'immeubles, le locataire a sa résidence habituelle ou son siège hors de cet Etat.

2. Si l'action porte sur la validité, la nullité ou la dissolution d'une personne morale ou la validité ou la nullité des décisions de ses organes, sont seuls compétents les tribunaux de l'Etat contractant dans lequel elle a son siège. Pour déterminer le siège, le juge saisi applique la loi de l'Etat en vertu de laquelle la personne morale a été constituée.

3. Si l'action porte sur la validité ou la nullité des inscriptions sur les registres publics, sont seuls compétents les tribunaux de l'Etat contractant dans lequel ces registres sont tenus.

4. Si l'action porte sur l'inscription, la validité ou la nullité de brevets, marques, dessins et modèles, et autres droits analogues donnant lieu à un enregistrement, sont seuls compétents les tribunaux de l'Etat contractant dans lequel le dépôt ou l'enregistrement a été demandé, a été effectué ou est réputé avoir été effectué aux

---

<sup>2</sup> Trois variantes ont été discutées par la Commission spéciale sans qu'une décision finale ait été prise.

Variante 1: avec lequel le trust a le lien le plus étroit (critères à déterminer).

Variante 2: dans lequel est situé le lieu principal de l'administration du trust ou, si un tel lieu ne peut pas être déterminé, dans l'Etat contractant avec lequel le trust a le lien le plus étroit (critères à déterminer).

Variante 3: dont le droit interne régit le trust.

termes d'une convention internationale.

*Article 14 – Mesures provisoires et conservatoires*

1. Le tribunal compétent pour connaître du fond du litige en vertu des articles 3 à 13 est compétent pour prononcer toute mesure provisoire ou conservatoire.
2. Le tribunal du lieu de situation des biens est compétent pour prononcer toute mesure provisoire ou conservatoire limitée à ces biens.
3. Le tribunal d'un Etat contractant qui n'est pas compétent en vertu des paragraphes 1 et 2, peut prononcer des mesures provisoires ou conservatoires
  - a. si leur exécution est limitée au territoire de cet Etat, et
  - b. si elles sont [seulement] destinées à la protection temporaire d'une action au fond déjà pendante ou à former par le requérant.

*Article 15 – Pluralité de défendeurs*

[à discuter]

*Article 16 – Demandes reconventionnelles*

[à discuter]

*Article 17 – Appel en garantie et intervention*

[à discuter]

*Article 18 – Connexité*

[à discuter]

*Article 19 – Compétence fondée sur le droit national*

Sous réserve des articles 4, 5, 7, 8, 13 et [14], la Convention ne porte pas atteinte à l'application des règles de compétence des Etats contractants prévues par leur droit national, à condition qu'elle ne soit pas interdite conformément à l'article 20.

*Article 20 – Compétences interdites*

1. L'application d'une règle de compétence prévue par le droit national d'un Etat contractant est interdite lorsqu'il n'y a pas de lien substantiel entre cet Etat et le litige.
2. Aux fins du premier paragraphe, une compétence ne peut être mise en œuvre par les tribunaux d'un Etat contractant si elle est fondée uniquement sur un ou plusieurs des critères suivants, notamment :
  - a. la présence ou la saisie dans cet Etat de biens du défendeur ;
  - b. la nationalité du demandeur ;
  - c. la nationalité du défendeur ;
  - d. le domicile, la résidence habituelle ou temporaire, ou la présence du demandeur dans de cet Etat ;
  - e. la poursuite d'activités commerciales ou autres par le défendeur sur le

- territoire de cet Etat ;
  - f.* l'assignation délivrée au défendeur dans cet Etat ;
  - g.* la désignation unilatérale du tribunal par le demandeur ;
  - h.* la procédure d'exequatur, d'enregistrement ou d'exécution d'une décision dans cet Etat ;
  - i.* la résidence temporaire ou la présence du défendeur dans cet Etat ;
  - j.* le lieu de signature du contrat dont dérive le litige.
3. Le paragraphe 2 n'exclut pas que les tribunaux d'un Etat contractant soient compétents pour connaître d'un litige s'il est directement lié à :
- a.* des biens du défendeur situés ou saisis dans cet Etat ;
  - b.* la poursuite d'activités commerciales ou autres par le défendeur sur le territoire de cet Etat ;
  - c.* la procédure d'exequatur, d'enregistrement ou d'exécution d'une décision dans cet Etat.
- [4. Cet article n'exclut pas la possibilité d'intenter une action en vertu du droit national fondée sur une violation des droits de l'homme [à définir].]

*Article 21 – Marge de manœuvre des Etats*

[devenu article 19]

*Article 22 – Autorité du tribunal saisi*

[à discuter]

*Article 23 – Litispendance*

1. Lorsque les mêmes parties sont engagées dans des procédures devant des tribunaux d'Etats contractants différents et que ces procédures ont la même cause [et le même objet], le tribunal saisi en second lieu suspend la procédure si le tribunal premier saisi est compétent et s'il est à prévoir que ce tribunal rendra une décision susceptible d'être reconnue [en vertu de la Convention] dans l'Etat du tribunal saisi en second lieu [, sauf si ce dernier est exclusivement compétent en vertu de l'article 4 ou 13].
2. Le tribunal saisi en second lieu renonce à exercer sa compétence aussitôt qu'une décision rendue par un tribunal premier saisi lui est présentée qui remplit les conditions de reconnaissance ou d'exécution [en vertu de la Convention].
- [3. A la demande d'une partie, le tribunal saisi en second lieu peut statuer sur le litige si le demandeur devant le tribunal premier saisi n'a pas entrepris les démarches nécessaires pour obtenir une décision au fond ou ce tribunal n'a pas rendu une décision sur le fond dans un délai raisonnable.]
- [4. Les dispositions des paragraphes précédents s'appliquent au tribunal saisi en second lieu dans un Etat contractant même si sa compétence est fondée sur le droit national de cet Etat conformément à l'article 19.]
- [5. Aux fins de l'application de cet article, le tribunal est réputé saisi :

- a. lorsque l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent est déposé auprès du tribunal, ou
- b. si l'acte doit être notifié ou signifié avant d'être déposé auprès du tribunal, lorsqu'un tel acte est, soit reçu par l'autorité chargée de la notification ou de la signification, soit régulièrement notifié ou signifié au défendeur.

[Le cas échéant, le temps universel est déterminant.] ]

[6. Cet article ne s'applique pas si :

- [a. l'action devant le tribunal premier saisi tend au prononcé d'une déclaration d'inexistence d'obligations du demandeur envers le défendeur ; ou]
- b. [le tribunal premier saisi] [l'un ou l'autre tribunal], à la demande d'une partie, détermine que le tribunal saisi en second lieu est clairement plus approprié pour statuer sur le litige, en prenant en considération les conditions mentionnées à l'article 24 ainsi que le degré d'avancement de la procédure devant le tribunal premier saisi et toute décision de ce tribunal ayant trait au refus d'exercer sa compétence.]

*Article 24 – Circonstances exceptionnelles pour refuser d'exercer la compétence*

1. Dans des circonstances exceptionnelles et lorsque la compétence du tribunal n'est pas fondée sur [l'article 3, à l'exception du lieu de l'incorporation,] une clause exclusive d'élection de for valide en vertu de l'article 4, [ou une compétence exclusive en vertu de l'article 13] [ou les articles 7 et 8], le tribunal d'un État contractant saisi d'une action peut, à la requête d'une partie présentée au plus tard au moment de la première défense au fond, suspendre la procédure si, dans ce cas, il est clairement inapproprié pour ce tribunal d'exercer sa compétence et que le tribunal d'un autre État [contractant] ayant compétence est clairement plus approprié pour statuer sur le litige.
2. Le tribunal prend en considération, notamment :
  - a. les inconvénients pour les parties compte tenu de leur résidence habituelle ou de leur siège ;
  - b. la nature et le lieu de situation des moyens de preuve, y compris les documents et les témoins, ainsi que les procédures pour leur obtention ;
  - c. les délais de prescription applicables ; et
  - d. la possibilité d'obtenir la reconnaissance et l'exécution de toute décision au fond.
3. En décidant de suspendre la procédure, le tribunal ne procède à aucune discrimination fondée sur la nationalité ou la résidence habituelle ou le siège des parties.
4. Lorsque le tribunal décide de surseoir à statuer en vertu du premier paragraphe, il peut exiger du défendeur qu'il dépose une caution suffisante pour satisfaire toute décision au fond de l'autre tribunal.

5. Lorsque le tribunal a sursi à statuer en vertu du premier paragraphe,
- a. il renonce à exercer sa compétence si le tribunal de l'autre État [contractant] exerce sa compétence ou si le demandeur n'entame pas la procédure dans cet État dans le délai déterminé par le tribunal, ou
  - b. il statue sur le litige si le tribunal de l'autre État [contractant] renonce à exercer sa compétence.

### CHAPITRE III – RECONNAISSANCE ET EXÉCUTION

#### *Article 25 – Définition du terme «jugement»*

Aux fins de ce chapitre, le terme «jugement» comprend :

- a. toute décision rendue par un tribunal d'un Etat contractant quelle que soit la dénomination qui lui est donnée telle qu'arrêt ou ordonnance, ainsi que la fixation par le greffier du montant des frais du procès ;
- b. les décisions prononçant des mesures provisoires ou conservatoires conformément à l'article 14, paragraphe 1.

#### *Article 25 bis – Jugements fondés sur l'article 19*

Ce chapitre ne s'applique pas aux jugements fondés sur une compétence prévue par le droit national en vertu de l'article 19.

#### *Article 26 – Règle générale*

Sous réserve de l'article 27 bis, un jugement rendu dans un Etat contractant fondé sur une compétence prévue aux articles 3 à 14 :

- a. est reconnu dans l'Etat requis s'il possède l'autorité de la chose jugée dans l'Etat d'origine ;
- b. est exécutoire dans l'Etat requis si le jugement est exécutoire dans l'Etat d'origine.

Toutefois, la reconnaissance ou l'exécution peut être différée si le jugement fait l'objet d'un recours dans l'Etat d'origine ou si le délai pour exercer ce recours n'est pas expiré.

#### *Article 26 bis – Jugements qui ne peuvent être reconnus ou exécutés*

Un jugement fondé sur une compétence en violation des articles 4, 5, 7, 8 ou 13, ou dont l'application est interdite en vertu de l'article 20, ne peut pas être reconnu ou exécuté.

#### *Article 27 – Vérification de la compétence*

1. Le tribunal requis doit vérifier [d'office] la compétence du tribunal d'origine.
2. Lors de l'appréciation de la compétence du tribunal d'origine, le tribunal requis est lié par les constatations de fait sur lesquelles le tribunal d'origine a fondé sa compétence, à moins qu'il ne s'agisse d'un jugement par défaut.
- [3. La reconnaissance ou l'exécution d'un jugement ne peut être refusée pour la

raison que le tribunal requis considère que le tribunal d'origine aurait dû refuser d'exercer sa compétence conformément à l'article 24.]

*Article 27 bis – Motifs de refus de reconnaissance ou d'exécution*

1. La reconnaissance ou l'exécution du jugement peut être refusée si :
  - a.* un litige entre les mêmes parties et ayant le même objet est pendant devant un tribunal de l'Etat requis, premier saisi, conformément à l'article 23 ;]
  - b.* le jugement est inconciliable avec un jugement rendu [entre les mêmes parties], soit dans l'Etat requis soit dans un autre Etat, pour autant qu'il soit, dans ce dernier cas, [susceptible d'être] reconnu ou exécuté dans l'Etat requis ;
  - c.* le jugement résulte d'une procédure incompatible avec les principes fondamentaux de procédure de l'Etat requis, y compris le droit de chaque partie d'être entendue par un tribunal impartial et indépendant ;
  - d.* l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent contenant les éléments essentiels de la demande n'a pas été notifié au défendeur en temps utile et de telle manière qu'il puisse se défendre ;
  - e.* le jugement résulte d'une fraude commise dans la procédure ;
  - f.* la reconnaissance ou l'exécution est manifestement incompatible avec l'ordre public de l'Etat requis.
2. Sous réserve de ce qui est nécessaire pour l'application des dispositions de ce chapitre, le tribunal de l'Etat requis ne procède à aucune révision au fond du jugement rendu dans l'Etat d'origine.

*Article 28 – Décisions par défaut*

[supprimé]

*Article 29 – Pièces à produire*<sup>3</sup>

1. La partie qui invoque la reconnaissance ou demande l'exécution doit produire :
  - a.* une copie complète et certifiée conforme du jugement ;
  - b.* s'il s'agit d'un jugement par défaut, l'original ou une copie certifiée conforme du document établissant que l'acte introductif d'instance ou un acte équivalent a été notifié à la partie défaillante ;]
  - c.* tout document de nature à établir que le jugement possède l'autorité de la chose jugée dans l'Etat d'origine, le cas échéant, qu'il est exécutoire dans cet Etat ;
  - d.* si le tribunal requis l'exige, une traduction des documents mentionnés ci-dessus, établie par toute personne habilitée à cet effet.

---

<sup>3</sup> La Commission spéciale pourrait examiner la possibilité de rédiger un formulaire de transmission à annexer à la Convention.

2. Aucune légalisation ni formalité analogue ne peut être exigée.
3. Si le contenu du jugement ne permet pas au tribunal requis de vérifier que les conditions de ce chapitre sont remplies, ce tribunal peut exiger tout autre document utile.

*Article 30 – Procédure*

La procédure tendant à obtenir la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins d'exécution, ainsi que l'exécution du jugement, sont régies par le droit de l'Etat requis sauf si la Convention en dispose autrement. Le tribunal requis agira rapidement.

*Article 31 – Frais de procédure*

Aucun dépôt ni caution, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être exigé pour garantir le paiement des frais et dépens à raison seulement de la possession par le requérant de la nationalité d'un autre Etat contractant ou sa résidence habituelle ou son siège dans un autre Etat contractant.

*Article 31 bis – Aide judiciaire*

Les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant sont admises au bénéfice de l'aide judiciaire pour les procédures de reconnaissance ou d'exécution dans les mêmes conditions que celles applicables aux personnes ayant leur résidence habituelle dans l'Etat requis.

*Article 32 – Dommages et intérêts*

1. Dans la mesure où un jugement accorde des dommages et intérêts non compensatoires, en ce compris des dommages et intérêts exemplaires ou punitifs, il est reconnu au moins à concurrence du montant des dommages et intérêts similaires ou comparables qui auraient pu être accordés dans l'Etat requis.
2. *a.* Lorsque le débiteur convainc le tribunal requis, après que le créancier a eu la possibilité d'être entendu, que dans les circonstances en ce compris celles existant dans l'Etat d'origine, des dommages et intérêts manifestement excessifs ont été accordés, reconnaissance peut être donnée pour un montant inférieur.  
*b.* En aucun cas, le tribunal requis ne peut reconnaître le jugement pour un montant inférieur à celui qui aurait pu être accordé par les tribunaux de l'Etat requis, dans les mêmes circonstances, en prenant en considération également celles existant dans l'Etat d'origine.
3. Pour l'application des paragraphes 1 et 2, le tribunal requis prend en considération le montant éventuellement accordé par le tribunal d'origine pour couvrir les frais et dépens du procès.

*Article 33 – Divisibilité*

Si le jugement statue sur plusieurs chefs de demande dissociables, la reconnaissance, l'exequatur ou l'enregistrement aux fins d'exécution peut être

accordé pour l'un ou plusieurs d'entre eux.

*Article 34 – Actes authentiques*

[à discuter]

*Article 35 – Transactions*

[à discuter]

*Article 36 – Rapport avec d'autres Conventions*

[à discuter]

*Article 37 – Interprétation uniforme*

[à discuter]

*Article 38 – Clause fédérale*

[à discuter]

*Article 39 – Acceptation de l'accession*

[à discuter]

**HAGUE CONFERENCE ON PRIVATE INTERNATIONAL LAW**

Preliminary draft Convention on jurisdiction and the effects of judgments in civil and commercial matters. (Adopted provisionally by the Special Commission on 18 June 1999<sup>4</sup>.)

**CHAPTER I – SCOPE OF THE CONVENTION**

*Article 1 – Substantive scope*

1. This Convention applies to civil and commercial matters [before courts of Contracting States]. It shall not extend in particular to revenue, customs or administrative matters.
2. The Convention does not apply to –
  - a) the status and legal capacity of natural persons;
  - b) maintenance obligations;
  - c) matrimonial property regimes and other rights and obligations arising out of marriage;
  - d) wills and succession;
  - e) insolvency, composition or analogous proceedings;
  - f) social security;

---

<sup>4</sup> The Special Commission will meet in October 1999 to give its final approval to the preliminary draft Convention.

g) arbitration and proceedings related thereto.

3. A dispute is not excluded from the scope of the Convention by the mere fact that a government, a governmental agency or any other person acting for the State is a party thereto.

*Article 2 – Geographic scope*

[to be considered]

CHAPTER II – JURISDICTION

*Article 3 – Defendant’s forum*

Subject to the provisions of this Convention, a defendant may be sued –

- in the case of a natural person, in the courts of the [Contracting State] [place] where that person is habitually resident;
- in any other case, in the courts of the [Contracting State] [place] –
  - a) where it has its statutory seat,
  - b) under whose law it was incorporated or formed,
  - c) where it has its central administration, or
  - d) where it has its principal place of business.

*Article 4 – Choice of court*

1. If the parties have agreed that a court or courts of a Contracting State shall have jurisdiction to settle any dispute which has arisen or may arise in connection with a particular legal relationship, that court or those courts shall have exclusive jurisdiction unless the parties have agreed otherwise. Where such an agreement designates a court or courts of a non-Contracting State, courts in Contracting States shall decline jurisdiction or suspend proceedings unless the court or courts chosen have themselves declined jurisdiction.

2. Such agreement shall be valid as to form, if it was entered into or confirmed –

- a) in writing;
- b) by any other means of communication which renders information accessible so as to be usable for subsequent reference;
- c) in accordance with a usage which is regularly observed by the parties;
- d) in accordance with a usage of which the parties were or ought to have been aware and which is regularly observed by parties to contracts of the same nature in the particular trade or commerce concerned.

3. Agreements conferring jurisdiction [and similar clauses in trust instruments] shall be without effect if they conflict with the provisions of Article 7 or 8, or if the courts whose jurisdiction they purport to exclude have exclusive jurisdiction by virtue of Article 13.

*Article 5 – Appearance by the defendant*

1. Subject to Article 13, a court has jurisdiction if the defendant proceeds on the merits without contesting jurisdiction.
2. The defendant has the right to contest jurisdiction not later than at the time of the first defence on the merits.

*Article 6 – Contracts*

A plaintiff may bring an action in contract in a Contracting State –

- a) in matters relating to the supply of goods, in the courts for the place where the goods were supplied in whole or in part;
- b) in matters relating to the provision of services, in the courts for the place where the services were provided in whole or in part;
- c) in matters relating both to the supply of goods and the provision of services, in the courts for the place where performance of the principal obligation took place in whole or in part.

*Article 7 – Contracts concluded by consumers*

1. A plaintiff who concluded a contract for a purpose which is outside its trade or profession, hereafter designated as the consumer, may bring a claim in the court for the place where it is habitually resident in a Contracting State, if
  - a) the conclusion of the contract on which the claim is based is related to trade or professional activities that the defendant has engaged in or directed to that State, in particular in soliciting business through means of publicity, and
  - b) the consumer has taken the steps necessary for the conclusion of the contract in that State.
2. A claim against the consumer may only be brought by a person who entered into the contract in the course of its trade or profession before the court for the place of habitual residence of the consumer.
3. The parties to a contract within the meaning of paragraph 1 may, by an agreement which conforms with the requirements of Article 4, make a choice of forum –
  - a) if such agreement is entered into after the dispute has arisen, or
  - b) to the extent only that it allows the consumer to bring proceedings in another court.

*Article 8 – Employment contracts*

[to be discussed]

*Article 9 – Branches*

The plaintiff may bring an action in the courts for the place in a Contracting State where a branch, agency or any other establishment of the defendant is situated, provided that the dispute relates directly to the activity of that branch,

agency or establishment.

*Article 10 – Torts or delicts*

1. The plaintiff may bring an action in tort or delict in the courts of the Contracting State

- a) in which the act or omission that caused injury occurred; or
- b) in which the injury arose, unless the defendant establishes that the [defendant] [person claimed to be responsible] could not reasonably have foreseen that the act or omission could result in an injury of the same nature in that State.

2. The plaintiff may also bring an action in accordance with paragraph 1 when the act or omission, or the injury is threatened.

3. If an action is brought in the courts of a Contracting State only on the basis that the injury arose or is threatened there, those courts shall have jurisdiction only in respect of the injury that occurred or may occur in that State, unless the [plaintiff] [injured party] has its habitual residence or seat in that State.

*Article 11 – Jurisdiction based on activities*

[deleted]

*Article 12 – Trusts*

1. In proceedings concerning the validity, construction, effects, administration or variation of a trust created voluntarily and evidenced in writing, the courts of a Contracting State designated in the trust instrument for this purpose shall have exclusive jurisdiction.

2. In the absence of such designation, proceedings may be brought before the courts of the Contracting State, . . .<sup>5</sup>

*Article 12 bis – Maritime jurisdiction*

[to be discussed]

*Article 13 – Exclusive jurisdiction*

1. In proceedings which have as their object rights *in rem* in immovable property or tenancies of immovable property, the courts of the Contracting State in which the property is situated have exclusive jurisdiction, unless in

---

<sup>5</sup> Three variants were considered by the Special Commission without a final decision being taken.

Variant 1: with which the trust has the closest connection (criteria yet to be determined).

Variant 2: in which the principal place of administration is situated, or, if such place cannot be determined, the Contracting State with which the trust has the closest connection (criteria yet to be determined).

Variant 3: whose domestic law governs the trust.

proceedings which have as their object tenancies of immovable property, the tenant is habitually resident or has its seat in a different State.

2. In proceedings which have as their object the validity, nullity, or dissolution of a legal person, or the validity or nullity of the decisions of its organs, the courts of a Contracting State in which the legal person has its seat have exclusive jurisdiction. In order to determine that seat, the court seised shall apply the law of the State under whose law the legal person was incorporated or formed.

3. In proceedings which have as their object the validity or nullity of entries in public registers, the courts of the Contracting State in which the register is kept have exclusive jurisdiction.

4. In proceedings which have as their object the registration, validity or nullity of patents, trade marks, designs or other similar rights required to be deposited or registered, the courts of the Contracting State in which the deposit or registration has been applied for, has taken place or, under the terms of an international convention, is deemed to have taken place, have exclusive jurisdiction.

*Article 14 – Provisional and protective measures*

1. A court having jurisdiction under Articles 3 to 13 to determine the merits of the case has jurisdiction to order any provisional or protective measures.

2. A court of the place where property is located has jurisdiction to order provisional or protective measures in respect of that property.

3. A court of a Contracting State not having jurisdiction under paragraphs 1 or 2 may order provisional or protective measures, provided that

*a)* their enforcement is limited to the territory of that State, and

*b)* their [sole] purpose is to protect on an interim basis a claim on the merits which is pending or to be brought by the requesting party.

*Article 15 – Multiplicity of defendants*

[to be considered]

*Article 16 – Counter-claims*

[to be considered]

*Article 17 – Warranty and intervention*

[to be considered]

*Article 18 – Related actions*

[to be considered]

*Article 19 – Jurisdiction based on national law*

Subject to Articles 4, 5, 7, 8, 13 and [14], the Convention does not prevent the application by Contracting States of rules of jurisdiction under national law,

provided that this is not prohibited under Article 20.

*Article 20 – Prohibited grounds of jurisdiction*

1. The application of a rule of jurisdiction provided for under the national law of a Contracting State is prohibited if there is no substantial connection between that State and the dispute.
2. In accordance with the preceding paragraph, jurisdiction shall not be exercised by the courts of a Contracting State, in particular, on the basis solely of one or more of the following –
  - a) the presence or the seizure in that State of property belonging to the defendant;
  - b) the nationality of the plaintiff;
  - c) the nationality of the defendant;
  - d) the domicile, habitual or temporary residence or presence of the plaintiff in that State;
  - e) the carrying on of commercial or other activities by the defendant in that State;
  - f) the service of a writ upon the defendant in that State;
  - g) the unilateral designation of the forum by the plaintiff;
  - h) proceedings in that State for declaration of enforceability or registration or for the enforcement of a decision;
  - i) the temporary residence or presence of the defendant in that State;
  - j) the signing in that State of the contract from which the dispute arises.
3. Nothing in paragraph 2 shall prevent the courts of a Contracting State from exercising jurisdiction in respect of a dispute which is directly related to –
  - a) property of the defendant which is situated or seized in that State;
  - b) the carrying on of commercial or other activities by the defendant in that State;
  - c) proceedings in that State for declaration of enforceability or registration or for the enforcement of a decision.
- [4. Nothing in this Article shall prevent a party from bringing an action under national law based on a violation of human rights [to be defined].]

*Article 21 – Margin of manoeuvre of States*

[became Article 19]

*Article 22 – Authority of the court seised*

[to be considered]

*Article 23 – Lis pendens*

1. When the same parties are engaged in proceedings in courts of different Contracting States and when such proceedings are based on the same causes of action [and requests for relief], the court second seised shall suspend the

proceedings if the court first seised has jurisdiction and is expected to render a decision capable of being recognized [under this Convention] in the State of the court second seised [, unless the latter has exclusive jurisdiction under Article 4 or 13].

2. The court second seised shall decline jurisdiction as soon as it is presented with a decision rendered by the court first seised that complies with the requirements for recognition or enforcement [under this Convention].

[3. Upon application of a party, the court second seised may continue to hear the case if the plaintiff in the court first seised has failed to take the necessary steps to bring the proceedings to a decision on the merits or if that court has not rendered a decision on the merits within a reasonable time. ]

[4. The provisions of the preceding paragraphs apply to the court second seised in a Contracting State even in a case where the jurisdiction of that court is based on the national law of that State under the provisions of Article 19.]

[5. For the purpose of this Article, a court shall be deemed to be seised –

- a) when the document instituting the proceedings or an equivalent document is lodged with the court, or
- b) if such document has to be served before being lodged with the court, when it is received by the authority responsible for service or served on the defendant.

[As the case may be, the universal time is applicable.] ]

[6. This article shall not apply if –

- a) in the action in the court first seised the plaintiff seeks a determination that it has no obligation to the defendant, or
- b) [the court first seised] [either court], on application by a party, determines that the court second seised is clearly more appropriate to resolve the dispute taking into account the requirements of Article 24, the procedural status of the proceedings in the court first seised and any ruling that court has issued in response to a request to decline jurisdiction. ]

#### *Article 24 – Exceptional circumstances for declining jurisdiction*

1. In exceptional circumstances, when the jurisdiction of the court is not founded on [Article 3 other than place of incorporation,] an exclusive choice of court agreement valid under Article 4 [or exclusive jurisdiction under Article 13] [or Articles 7 and 8], a court of a Contracting State seised of a claim may, on application by a party not later than at the time of the first defence on the merits, suspend its proceedings if in that case it is clearly inappropriate for that court to exercise jurisdiction and if a court of another [Contracting] State has jurisdiction and is clearly more appropriate to resolve the dispute.

2. The court shall take into account, in particular –

- a) the inconvenience to the parties in view of their habitual residence or seat;

- b)* the nature and location of the evidence, including documents and witnesses, and the procedures for obtaining such evidence;
  - c)* applicable limitation periods;
  - d)* the possibility of obtaining recognition and enforcement of any decision on the merits.
- 3. In deciding whether to suspend the proceedings, a court shall not discriminate on the basis of the nationality or habitual residence or seat of the parties.
- 4. If the court decides to suspend its proceedings under paragraph 1, it may order the defendant to lodge security sufficient to satisfy any decision of the other court on the merits.
- 5. When the court has suspended its proceedings under paragraph 1,
  - a)* it shall decline to exercise jurisdiction if the court of the other [Contracting] State exercises jurisdiction, or if the plaintiff does not bring the proceedings in that State within the time specified by the court, or
  - b)* it shall proceed to adjudicate the case if the court of the other [Contracting] State decides not to exercise jurisdiction.

### CHAPTER III – RECOGNITION AND ENFORCEMENT

#### *Article 25 – Definition of “judgment”*

For the purposes of this Chapter, “judgment” means –

- a)* any decision given by a court of a Contracting State, whatever it may be called, including a decree or order, as well as the determination of costs or expenses by an officer of the court;
- b)* decisions ordering provisional or protective measures in accordance with Article 14, paragraph 1.

#### *Article 25 bis – Judgments based on Article 19*

This Chapter shall not apply to judgments based on a ground of jurisdiction provided for by national law in accordance with Article 19.

#### *Article 26 – General rule*

Subject to Article 27 *bis*, a judgment rendered in a Contracting State on the basis of a ground of jurisdiction provided for in Articles 3 to 14 –

- a)* shall be recognised in the State addressed if it has the effect of *res judicata* in the State of origin;
- b)* shall be enforced in the State addressed provided that it is enforceable in the State of origin.

However, recognition or enforcement may be postponed if the judgment is the subject of review in the State of origin or if the time limit for seeking a review has not expired.

*Article 26 bis – Judgments not to be recognised or enforced*

A judgment based on a ground of jurisdiction which conflicts with Articles 4, 5, 7, 8 or 13, or whose application is prohibited by virtue of Article 20, shall not be recognised or enforced.

*Article 27 – Verification of jurisdiction*

1. The court addressed shall verify [*ex officio*] the jurisdiction of the court of origin.
2. In verifying the jurisdiction of the court of origin, the court addressed shall be bound by the findings of fact on which the court of origin based its jurisdiction, unless the judgment was given by default.
- [3. Recognition and enforcement of a judgment may not be refused on the ground that the court addressed determines that the court of origin should have declined jurisdiction in accordance with Article 24.]

*Article 27 bis – Grounds for refusal of recognition or enforcement*

1. Recognition or enforcement of a judgment may be refused if –
  - a) proceedings between the same parties and having the same subject matter are pending before a court of the State addressed and those proceedings were the first to be instituted in accordance with Article 23;
  - b) the judgment is irreconcilable with a judgment rendered [between the same parties], either in the State addressed, or in another State, provided that in the latter case the judgment is [capable of being] recognised or enforced in the State addressed;
  - c) the judgment results from proceedings incompatible with fundamental principles of procedure of the State addressed, including the right of each party to be heard by an impartial and independent court;
  - d) the document which instituted the proceedings or an equivalent document, including the essential elements of the claim, was not notified to the defendant in sufficient time and in such a way as to enable him to arrange for his defence;
  - e) the judgment was obtained by fraud in connection with a matter of procedure;
  - f) recognition or enforcement would be manifestly incompatible with the public policy of the State addressed.
2. Without prejudice to such review as is necessary for the purpose of application of the provisions of this Chapter, there shall be no review of the merits of the judgment rendered by the court of origin.

*Article 28 – Judgments rendered by default*

[deleted]

*Article 29 – Documents to be produced*<sup>6</sup>

1. The party seeking recognition or applying for enforcement shall produce –
  - a) a complete and certified copy of the judgment;
  - [b) if the judgment was rendered by default, the original or a certified copy of a document establishing that the document which instituted the proceedings or an equivalent document was notified to the defaulting party;]
  - c) all documents required to establish that the judgment is *res judicata* in the State of origin or, as the case may be, is enforceable in that State;
  - d) if the court addressed so requires, a translation of the documents referred to above, made by a person qualified to do so.
2. No legalisation or similar formality may be required.
3. If the terms of the judgment do not permit the court addressed to verify whether the conditions of this Chapter have been complied with, that court may require the production of any other necessary documents.

*Article 30 – Procedure*

The procedure for recognition, declaration of enforceability or registration for enforcement, and the enforcement of the judgment, are governed by the law of the State addressed so far as the Convention does not provide otherwise. The court addressed shall act expeditiously.

*Article 31 – Costs of proceedings*

No security, bond or deposit, however described, to guarantee the payment of costs or expenses shall be required by reason only that the applicant is a national of, or has its habitual residence or seat in another Contracting State.

*Article 31 bis – Legal aid*

Persons habitually resident in a Contracting State shall be entitled, in proceedings for recognition or enforcement, to legal aid under the same conditions as apply to persons habitually resident in the requested State.

*Article 32 – Damages*

1. In so far as a judgment awards non-compensatory, including exemplary or punitive, damages, it shall be recognised at least to the extent that similar or comparable damages could have been awarded in the State addressed.
2.
  - a) Where the debtor, after proceedings in which the creditor has the opportunity to be heard, satisfies the court addressed that in the circumstances, including those existing in the State of origin, grossly excessive damages have been awarded, recognition may be limited to a lesser amount.
  - b) In no event shall the court addressed recognise the judgment in an amount

---

<sup>6</sup> The Special Commission could consider the possibility of drafting a transmittal form to be placed in an Annex to the Convention.

less than that which could have been awarded in the State addressed in the same circumstances, including those existing in the State of origin.

3. In applying paragraph 1 or 2, the court addressed shall take into account whether and to what extent the damages awarded by the court of origin serve to cover costs and expenses relating to the proceedings.

*Article 33 – Severability*

If the judgment contains elements which are severable, one or more of them may be separately recognised, declared enforceable or registered for enforcement.

*Article 34 – Authentic instruments*

[to be considered]

*Article 35 – Settlements*

[to be considered]

*Article 36 – Relation with other conventions*

[to be considered]

*Article 37 – Uniform interpretation*

[to be considered]

*Article 38 – Federal clause*

[to be considered]

*Article 39 – Acceptance of adherence*

[to be considered]

## Recurring Themes / Thèmes récurrents

---

### La légalité de l'intervention de l'OTAN au Kosovo

Introduction par CATHERINE KESSEDJIAN

Lorsque le comité de rédaction de FORUM a décidé de consacrer un numéro spécial au Kosovo, l'OTAN venait à peine de s'accorder sur une intervention qui, beaucoup le pensaient alors, serait brève et amènerait en quelques jours le Président Milosevic à raison.

Compte tenu de notre vocation juridique, nous avons volontairement limité la discussion que nous souhaitions publier à la légalité de l'intervention de l'OTAN, laissant les autres aspects du conflit à d'autres médias. Mais, outre ce cadre général, FORUM n'a pas souhaité donner des directives plus précises aux auteurs ayant accepté de contribuer. Chacun a été libre de fixer le thème précis de sa contribution, sans connaître par avance ceux choisis par les autres auteurs, écrivant « à l'aveugle ». De plus, les dates des contributions s'étalent tout au long du conflit, la plupart ayant écrit durant le conflit, et le choix de chaque auteur a souvent été dicté par l'actualité immédiate, d'où l'impression de patchwork que ce numéro peut donner.

Le Comité de rédaction est particulièrement reconnaissant aux personnalités qui ont accepté d'écrire pour FORUM sur ce sujet difficile. Grâce à elles, ce numéro de FORUM propose un début de discussion qui, nous l'espérons, va se poursuivre plus largement avec nos lecteurs. Qu'elles en soient chaleureusement remerciées.

Ceci étant dit, d'autres questions posées par le conflit du Kosovo n'ont pas été abordées dans les articles ci-dessous, mais sur lesquelles le comité de rédaction souhaite néanmoins attirer l'attention de ses lecteurs et appeler leurs commentaires, sans prétendre en donner une liste exhaustive.

Le conflit du Kosovo nous oblige à reconsidérer la prévention des différends. Dans le numéro 2 de FORUM, Max van der Stoel appelait notre attention sur les déficiences du système international de prévention y compris au sein de l'OSCE. La preuve en a malheureusement été administrée de manière magistrale. Pourquoi, en dix ans de politique d'épuration ethnique mise en oeuvre par Milosevic, l'OSCE et les autres institutions internationales n'ont pas pu ou su intervenir pour tenter de prévenir ce qui apparaissait comme une évidence ? L'une des réponses possibles se trouve dans la contribution de Sir Robert, mais ce n'est certainement pas la seule.

Quelles leçons tirer en ce qui concerne le gouvernement international ? Comment est-il possible que le rôle des Nations Unies et de son Conseil de Sécurité ait été bafoué par une autre organisation internationale ? Quelle signification l'intervention de l'OTAN a-t-elle sur la pérennité de la charte des

Nations Unies et la structure du gouvernement international qu'elle prévoit ? Cette structure est-elle adaptée aux nécessités du siècle qui s'annonce ? Dans la négative, qui peut, et comment, réformer la charte ? Existe-t-il une volonté politique à cet égard ?

Quelle sera la valeur de précédent de l'intervention de l'OTAN ? Dans les semaines qui ont suivi cette intervention, des communiqués de plusieurs agences de presse ont fait état de la requête de l'Azerbaïdjan auprès de l'OTAN pour que celle-ci agisse au Nagorno-Karabakh, cette enclave à majorité arménienne mais située sur le territoire de l'Azerbaïdjan et dont l'indépendance, non reconnue, a été proclamée après une guerre sanglante qui a suivi le démantèlement de l'Union soviétique. L'OTAN a fait savoir qu'elle n'interviendrait pas. Mais, pas plus que pour le Kosovo, les raisons de cette décision n'apparaissent à l'évidence, laissant ainsi l'observateur de la vie internationale dans l'incertitude des principes fondant les décisions de cette organisation.

Quel est l'avenir juridique du Kosovo ? Aujourd'hui, ce territoire fait toujours partie, juridiquement, de la Fédération de Yougoslavie. Il est sous administration internationale. A lire la résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies du 10 juin 1999<sup>1</sup>, le rôle de l'ONU et de son administration s'apparente de très près à celui d'un gouvernement provisoire. La monnaie officielle coexiste de facto avec une monnaie étrangère, le mark, y compris sur les marchés des villages. Sans mentionner le hiatus de la justice kosovare qui est censée appliquer les lois de la République Fédérale de Yougoslavie, dans le cadre constitutionnel qui a aboli l'autonomie du Kosovo en 1989 ! Comment cela peut-il déboucher sur une solution durable ? Allons-nous vers l'indépendance ? Existe-t-il aujourd'hui en droit international une solution médiane entre l'intégrité territoriale des Etats et de leurs territoires constitutifs et la sécession ? La notion d'"Etat commun", solution proposée par le groupe de l'OSCE, dit de Minsk (Etats-Unis, France, Russie), pour le Nagorno-Karabakh est-elle viable ?

Sur toutes ces questions, et sur d'autres, FORUM attend avec intérêt les observations de ses lecteurs.

---

<sup>1</sup> Résolution 1244 (1999)

## Yugoslavia's Television Studios as Military Objectives

GEORGE H. ALDRICH\*

During the NATO air campaign that followed the failure of the Rambouillet negotiations over the future of the province of Kosovo, hundreds of objects appear to have been targeted by the Alliance, many of them strictly military, such as airfields, air defense facilities, command and control facilities, and barracks. Other targets have had both military and civilian uses, such as bridges, railways, highways, and electric power production and distribution facilities. While, as inevitably occurs, some missiles and bombs missed their targets or affected nearby areas and damaged and destroyed civilian objects and injured and killed civilians, the objects selected for attack were, almost without exception, classic examples of legitimate military objectives.<sup>1</sup> Moreover, as in the Gulf War, considerable efforts appear to have been made to minimize collateral damage. Nevertheless, at least one target selected by NATO – television studios – was not an obvious military objective, although the western press seems not to have raised as much question about it as one might reasonably have expected it to do, given its self-interest.

The generally agreed definition of those objects that are legitimate military objectives is found in Article 52 of the 1977 Protocol I to the Geneva Conventions.

In so far as objects are concerned, military objectives are limited to those objects which by their nature, location, purpose or use make an effective contribution to military action and whose total or partial destruction, capture or neutralization, in the circumstances ruling at the time, offers a definite military advantage.

Thus, the principal questions to be addressed with respect to those television broadcast facilities targeted in Yugoslavia are first, whether they made an “effective contribution to military action” and second, if they did, whether their “total or partial destruction . . . or neutralization . . . offered a definite military advantage.”

It should be recognized at the outset that no one can know the answers to those questions with certainty unless they know the reasons for NATO's

---

\* Judge, Iran-United States Claims Tribunal and Professor Emeritus of International Humanitarian Law, Leiden University

<sup>1</sup> It is, of course, always possible to be mistaken about the nature of an object, as NATO experienced tragically with the Chinese Embassy in Belgrade.

decisions to target television studios and the information available at the time on which these decisions were based. I do not have such information. Certainly television broadcast facilities, which would not usually by their nature, purpose, or location contribute effectively to military action, would nevertheless do so if they were used, even only part of the time, for military purposes, e.g., to relay orders or intelligence for military forces. On the other hand, if the television studios were not so used and were targeted merely because they were spreading propaganda to the civilian population, even including blatant lies about the armed conflict, it would be open to question whether such use could legitimately be considered an “effective contribution to military action.” Certainly such propaganda may increase the level of popular support by the people for the continuation of the armed conflict and for the Milosevic regime, although it appears that the NATO bombing campaign itself has been the most significant contributor to that popular support.<sup>2</sup> Nevertheless, it is not a given that every object that may be used to strengthen civilian morale is, by virtue of such use, a legitimate military objective. Certainly, churches, schools, and medical facilities are important to civilian morale but are not, as a consequence, military objectives, and I have never seen it suggested that newspapers or civilian radio and television stations become military objectives merely because they are used to influence the population and maintain its morale.

Even if, contrary to my view, one were to conclude that certain television studios in Yugoslavia were, through their propaganda, making an effective contribution to military action, it would not necessarily follow that their destruction “offers a definite military advantage,” as required by Article 52 of Protocol I. The adverse political and psychological effects of an effort to deprive the population of a source of information, along with the probable consequent deaths and injuries among the civilian staff of the studio, might well outweigh any benefits that could result from the destruction of the studio. I would suggest that greater efforts to counter the propaganda flowing from Yugoslavian TV stations by communicating the truth to the Serbian people would be both more effective and a better precedent than attempting to bomb Yugoslavian television off the air.

At a minimum, NATO’s reasons for deciding to target certain television studios should be explained so that their merit can be examined. In my view, the western press should be embarrassed that it has not pressed the NATO authorities in this connection; otherwise, passive acceptance of attacks aimed at television studios may constitute a precedent we may regret in the future.

---

<sup>2</sup> It has often been noted that bombing that affects civilians seems to strengthen the nationalistic feelings of those being bombed.

## Is there a Legal Basis for the NATO Intervention in Kosovo?

CHRISTOPH SCHREUER\*

The atrocities committed by the Federal Republic of Yugoslavia against the civilian population in Kosovo are clearly contrary to international law. They constitute grave violations of human rights and amount to crimes against humanity. Attempts by the Yugoslav authorities to characterize the events there as internal affairs and to hide behind the concept of sovereignty lack legal foundation. These events are of deep concern to the international community.

Does it follow that a group of States or a military alliance has the right to use force in reaction to this situation?

The prohibition of the use of force, as embodied in Article 2(4) of the Charter of the United Nations, is one of the cornerstones of contemporary international law. The Charter provides for certain limited exceptions. One is the right to self-defence provided for in Article 51 of the Charter. But the application of Article 51 requires an "armed attack . . . against a Member of the United Nations". Even the most generous interpretation of the right to collective self-defence cannot cover assistance to an ethnic minority that suffers repression at the hands of its government.

Another exception to Article 2(4) of the Charter is enforcement action by the Security Council under Chapter VII, specifically Article 42. Before taking enforcement action, the Security Council has to determine the existence of a threat to the peace, a breach of the peace or an act of aggression under Article 39 of the Charter. The Security Council has repeatedly characterized massive human rights violations or grave humanitarian situations as threats to the peace. With regard to Kosovo, the Security Council already stated in Resolution 1160 (1998) of 31 March 1998 that it was acting under Chapter VII of the Charter. In Resolution 1199 (1998) of 23 September 1998 and in Resolution 1203 (1998) of 24 October 1998 it affirmed that the situation in Kosovo constitutes a threat to peace and security in the region. In this context, the Security Council imposed an embargo on military supplies in Resolution 1160 (1998) in accordance with Article 41 of the Charter. But it has not taken or authorized military enforcement action.

A determination under Article 39 that the conditions for enforcement action exist does not authorize member States to use force to implement the Security Council's decision. The Council must take a separate decision under Article 42.

---

\* Edward B. Burling Professor of International Law and Organization, School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University; Professor of International Law, University of Salzburg, Austria.

The veto of one or several Permanent Members of the Security Council in a situation of this kind may well be in violation of Article 55(c) of the Charter which enjoins the United Nations to promote “universal respect for, and observance of, human rights”. But the casting of a veto or the mere prospect of a veto in the Security Council does not free other member States to do individually or collectively what only the Security Council can do.

In 1950, the General Assembly of the United Nations, in response to the prospect of continuing paralysis of the Security Council, adopted the so-called *Uniting for Peace Resolution*, 377(V). It foresees recommendations for collective measures, including the use of armed force when necessary, if the Security Council fails to exercise its primary responsibility for the maintenance of international peace and security. No such recommendation was passed by the General Assembly in the present case. It is doubtful whether an attempt to do so would have attracted the necessary majority. The Security Council, by emphasizing at the end of Resolutions 1160, 1199 and 1203 (1998) that it remained seized of the matter, indicated that, at least from a formal perspective, it was exercising its primary responsibility.

Security Council Resolution 1203 (1998) contains another, more unusual reference to the Security Council’s powers. It reaffirms that “under the Charter of the United Nations, primary responsibility for the maintenance of international peace and security is conferred on the Security Council”. At the time (October 1998), NATO military intervention was already a much debated topic. Since action by the General Assembly was not a realistic prospect, it appears that this was an attempt to remind NATO of the Security Council’s prerogative. Under Article 53(1) of the United Nations Charter, enforcement action by regional arrangements or regional agencies is not permissible without the authorization of the Security Council. NATO does not see itself as a regional arrangement or agency under Chapter VIII of the Charter. But this fact does not free it from the Charter’s restraints.

The Security Council has been flexible about endorsing measures involving the use of force by a regional organization in the past. In 1990, a multinational military force set up by the West African regional organization ECOWAS was sent into Liberia to help end the civil war there, without prior authorization by the Security Council. On 19 November 1992, the Security Council adopted Resolution 788 (1992) in which it commended and supported the action by ECOWAS. But it is difficult to draw far-reaching conclusions from this case. It can hardly be read as doing away with the need for Security Council authorization under Article 53(1).

Humanitarian intervention is sometimes invoked as a justification for military action that is normally prohibited by international law. But this is a highly dubious legal argument. It does not command sufficient authority to qualify as a rule of customary international law. It is contested even if nationals

of the intervening State are in peril. Its power to justify armed intervention on behalf of nationals of the oppressing State is even weaker.

There may well be situations where positive law is morally unsuitable to deal with a situation of extreme urgency and gravity, where the observance of the procedures prescribed by law lead to evident injustice and humanitarian hardship. No reasonable human being would passively witness genocide in order to await the vote of a body that may or may not provide the legal basis for doing what everybody perceives as right and necessary. Can the bombardment of Yugoslavia by NATO, which started on 24 March 1999, be justified as an extralegal but morally just humanitarian intervention? The purpose of such an intervention can only be to take the steps absolutely necessary to stop the immediate atrocities. Its purpose cannot be to punish or to impose a legal regime for the future. To this end it must be suitable to achieve its humanitarian goal. It must also be proportionate, that is, use the minimum force absolutely necessary to help the victims.

As to suitability, military experts warned from the beginning that aerial bombardment was an insufficient strategy to stop Yugoslav forces in their policy of murder, mass rape and expulsion. The events during the weeks following 24 March 1999 have proved them right. The incidence of these violations has actually increased dramatically leading to the expulsion or displacement of most of the population in the province. Even if the sharp rise in atrocities by Serb forces is not to be attributed to NATO's action, this action has done nothing to stop or reduce the atrocities. Aerial bombardment was a predictably unsuitable tool to help the victims.

Proportionality is more difficult to assess. The fact that the measures taken did not achieve the desired result does not necessarily demonstrate that they were not disproportionate. In fact, much of the military action seems to have been less designed to aid the victims directly than to put pressure on the leadership and population of Serbia. Attacks on the country's general infrastructure probably had some effect on its military capability. But the primary purpose appears to have been to demonstrate to the government and the population that it would be wiser to comply with NATO's demands. Leaving aside questions of applicability of the First Additional Protocol of 1977 to the Geneva Convention of 1949, attacks on the general power system and water supply of the population would be impermissible under Article 54(2) of Protocol I.

One of the aims of the military action against Yugoslavia is to induce its President to agree to a peace accord based on the Rambouillet framework. The letter from President Clinton to the Speaker of the House of Representatives of 26 March 1999 explaining the military action makes this clear. If this aim is achieved, the resulting agreement may well be void under the law of treaties. Article 52 of the Vienna Convention on the Law of Treaties provides that a

treaty is void if its conclusion has been procured by the threat or use of force in violation of the principles of international law embodied in the Charter of the United Nations.

*This note was written on 7 June 1999 before the adoption of  
Security Council Resolution 1244 (1999).*

## **NATO in Kosovo: Humanitarian Intervention Turns into Von Clausewitz War**

NICO SCHRIJVER\*

The NATO intervention in Kosovo is symptomatic of the current tension between the principle of sovereignty and the contemporary interpretation of the proper and justifiable role of the “international community”, particularly regarding collective security and the international protection of human rights.

Gone are the days when governments could claim that whatever is happening within their “domestic” jurisdiction is not the business of an outsider. This principle may have held firm during the Cold War, but from the mid-1980s the principle of sovereignty has increasingly been interpreted in a more relative way. In fact, a less rigid concept of sovereignty had already been agreed to in the Charter of the United Nations. Article 2.7 after all provides that the United Nations shall not intervene in “matters which are *essentially* within the domestic jurisdiction of a State” (emphasis added), thus providing room for interpretation of what constitutes the essence of a State’s jurisdiction in the light of prevailing conceptions at a given time. Furthermore, peace and security enforcement measures under the UN Charter had also been excluded from the “sovereignty shield”.

### **Much to be Desired: the Responsible and Responsive Sovereign State**

However, it is often too easily argued that sovereignty is an outdated concept which should be discarded as soon as possible. Of course, it is fortunately true that there is more in international and domestic life than just the sovereign State. International governmental and non-governmental institutions, peoples’ organisations, civil society, local associations and business corporations, all play a role in shaping our lives. However, while many may find the sovereign State to be a monster, riddled with disease and to be hated . . . it is still difficult to conceive of genuinely feasible alternatives to the sovereign State as the backbone of national and international organisations. And that poses a major dilemma. In terms of responsibility, accountability and legitimacy, the sovereign State, which ideally should meet the requirements of a constitutional State, is still perhaps the most effective institution we may ultimately have.

State sovereignty, however, should be understood in terms of duties as well as rights. The observance of human and peoples’ rights is an example of one of the

---

\* Professor of International Law at the Vrije Universiteit, Amsterdam and the Institute of Social Studies, The Hague.

major responsibilities of the State. Should a State neglect, brutally and systematically, its obligations in this regard, it loses its right to territorial integrity. Ultimately, the prohibition of secession no longer applies in the case of a State not “possessed of a government representing the whole people belonging to the territory without distinction as to race, creed or colour”, as stated in the 1970 UN Declaration on Principles of International Law.<sup>1</sup> There is considerable evidence that the policies of the Federal Republic of Yugoslavia (FRY) towards Kosovo and its Albanian majority can be characterised as neglecting this responsibility. Upon this sad finding the population of Kosovo can legally base a claim for restoration of its autonomy and perhaps even for secession and integration into Albania. However, the protection of the Albanians in Yugoslavia is in international law terms first and foremost an issue of minority protection rather than of a people’s right to self-determination.

### **Not to be Eroded: Collective Security**

The UN Charter vests the primary responsibility for the maintenance or restoration of peace and security with the UN Security Council. For that purpose the Council is endowed with extensive powers, most notably under Chapter VII of the Charter. The basis of the so-called collective security system is, of course, prohibiting the use or threat of using force in international relations. Key questions are whether this principle has a *jus cogens* status and whether any exceptions exist other than those stipulated in the Charter, i.e. individual and collective self-defence and collective enforcement measures carried out by the Security Council. Many have subscribed to the view that the ban on the use of force is indeed a *jus cogens* norm.<sup>2</sup> However, this finding may now be somewhat under attack as a result of recent recourse to the doctrine of “humanitarian intervention”. This doctrine, controversial as it may be, stipulates that States have a right, if not a duty, to resort to the use of force – if necessary unilaterally – should efforts to end flagrant violations of human rights so demand. The only purpose of such an *actio popularis* ought to be to put an end to these violations and to provide relief to the victims. Other relevant criteria include necessity, proportionality, effectiveness and observance of international humanitarian law.<sup>3</sup> After 1945, many took the view that, during the Cold War, humanitarian intervention was a concept too dangerous and too susceptible to abuse to except from the principal norm of the ban on the use of force.

---

<sup>1</sup> UNGA Res. 2625 (XXV) of 24 October 1970, fifth principle.

<sup>2</sup> See e.g. I. Brownlie, *Principles of Public International Law*, 5th ed., Oxford, 1998, p. 515.

<sup>3</sup> See, amidst the flood of literature, N.S. Rodley (ed.), *To Loose the Bands of Wickedness. International Intervention in Defence of Human Rights*, London, 1992.

Moreover, hardly any genuine cases of humanitarian intervention could be identified in practice.

### **The Renewed Quest for Humanitarian Intervention**

During the 1990s the weight of opinion, albeit especially politically, has been shifting and some people proclaim the lawfulness of humanitarian intervention, even if undertaken outside the scope of the Charter, as long as it is in accord with the above-mentioned principles. Obviously, this new thinking derives from a more assertive *opinio iuris* on the necessity to stop and to no longer tolerate human rights atrocities, which has resulted from a sense of considerable embarrassment at the lack of action in cases such as Pol Pot's Kampuchea, the African Great Lakes genocides and ethnic cleansing in former Yugoslavia. The establishment and work of the *ad hoc* Yugoslavia and Rwanda war crimes tribunals, as well as the conclusion of the Rome Statute of an International Criminal Court, are examples of political and legal responses to this embarrassment. Equally important is the State practice of humanitarian intervention and humanitarian action, for example to provide relief to Kurdish refugees and Shi'ites in Iraq ("Operation Provide Comfort", 1991) and in Liberia. However, this State practice is far from consistent and is often half-hearted. Long is also the list of cases of inaction, including during most phases of the crisis in the Great Lakes region of Africa, Sierra Leone and Afghanistan. Hence, it would be difficult to claim that this emerging but rather volatile *opinio iuris* and this scattered practice with respect to humanitarian intervention would be capable of taking precedence over the prohibition of the use of force as the norm. At best one could attempt to claim that when circumstances of public necessity and imperatives of humanity manifestly so dictate, there can be an exception to the principal rule of the Charter not to use force. Does the NATO action in Kosovo meet these requirements?

### **Shifting Goals**

Like many others, I also took the view that more firm international action to protect the Albanians in Kosovo had to be taken by the end of March 1999. One could have argued that not all avenues for a diplomatic solution had been completely exhausted, that Rambouillet was not a fair treaty and unlawfully imposed<sup>4</sup> or that countries should have instituted proceedings before the Court

---

<sup>4</sup> See Article 52 of the 1969 Vienna Convention on the Law of Treaties: "A treaty is void if its conclusion has been procured by the threat or the use of force in violation of the principles of international law embodied in the Charter of the United Nations."

based on the Genocide Conventions.<sup>5</sup> Yet, I find this approach too theoretical and a shade too easy a position to take from an armchair. Obviously, one cannot and should not talk endlessly when ethnic cleansing and other human rights atrocities in the field are actually occurring, even if they may not (yet) amount to genocide. As a matter of principle, the Security Council should exercise its responsibility regarding such a threat to peace. Residual competence can rest with the UN General Assembly under the Uniting for Peace procedure.<sup>6</sup> During 1998-99 it was clear that a humanitarian catastrophe was threatening to unfold in Kosovo. It also became obvious that the Security Council was paralysed in any attempt to go beyond the reimposed arms embargo against the Federal Republic of Yugoslavia (S/RES/1160, 1998) due to a lack of agreement among the permanent members of the Council. Hence, I initially took the view that the legal basis for NATO action could be the doctrine of humanitarian intervention. The action was not condemned by the UN Security Council. On the contrary, on 26 March 1999, a Russian draft resolution condemning NATO received a mere three votes in favour (China, Namibia, Russia) and 12 against with no abstentions.<sup>7</sup>

However, within days of the launching of the non-UN-authorized operation to avert a humanitarian catastrophe I started to feel uneasy as an international lawyer, a feeling which came to a head in the course of the first weeks of the operation. Though there appeared to be a *justa causa*, the other criteria of proportionality, effectiveness and observance of international humanitarian law proved to be taken insufficiently into account. The political goals were shifting, going clearly beyond the confines of a merely humanitarian intervention; the whole nation and territory had become targeted rather than only the military structure (in and around Kosovo); international humanitarian law could not sufficiently be observed by NATO forces because of its policy of maximum risk avoidance for its own forces, resulting in a series of civilian casualties on the ground (euphemistically called “collateral damage”); and serious doubt can be expressed as to whether the operation has really proved to be effective. Rather the action appears to have accelerated and exacerbated the human suffering involved at least in the short to medium term. For all these reasons, the NATO action in Kosovo cannot be perceived as a humanitarian intervention. It has

---

<sup>5</sup> Instead it was, of all countries, the Federal Republic of Yugoslavia itself which on 29 April 1999 in its Application instituting proceedings against 10 NATO countries invoked Art. IX of the Genocide Convention as one of the bases for the jurisdiction of the Court.

<sup>6</sup> UNGA Res. 377 (V), 3 November 1950.

<sup>7</sup> See *UN Doc. S/PV.3989*, 26 March 1999. Security Council members voting against were: Argentina, Bahrain, Brazil, Canada, France, Gabon, Gambia, Malaysia, Netherlands, Slovenia, United Kingdom, and United States.

degenerated into a Von Clausewitz war, the continuation of foreign policy by other means (*mit Einmischung anderer Mittel*).<sup>8</sup> This cannot be legitimised by current international law. Hence, it is not to be expected that this NATO action will be particularly helpful in clarifying, let alone consolidating humanitarian intervention as an international law doctrine. Most of all the NATO intervention has highlighted once again the need to agree, internationally and preferably in the context of the United Nations, on criteria for a humanitarian intervention and to embed decision-making in an institutional framework. This in order to avoid as far as possible autonomous actions of self-direction by individual States or random coalitions, yet on the clear understanding that genocide or ethnic cleansing should never again be tolerated.

---

<sup>8</sup> Carl von Clausewitz (1780–1831) was a Prussian colonel who fought on the side of the Russian czar against Napoléon. Subsequently, he served as director of the War Academy in Berlin. His views on war and warfare were published in the posthumous work *Vom Kriege* (*On War*, transl. and ed. by M. Howard and P. Paret, rev. ed., Princeton, N.J., 1984). Von Clausewitz defined war as “an act of violence intended to compel our opponents to fulfill our will”.

## “La guerre du Kosovo” – Le fait rattrapé par le droit

ALAIN PELLET\*

Par essence conservateur, le droit est un remarquable instrument de régulation sociale au jour le jour. Face à des événements extraordinaires, il peine à les appréhender et à fournir les réponses adéquates aux situations de crise. Son formalisme (même si celui-ci est moins marqué en droit international qu'en droit interne) lui confère une lourdeur qui ne permet guère de faire face à des situations inédites avec la rapidité requise. Loin d'être la “meilleure école de l'imagination” comme le pensait Giraudoux, il bride celle-ci et, s'il s'adapte aux mutations de la société, il le fait en général avec une sage lenteur.

À l'inverse, il se nourrit des crises qui le dépassent en ce sens que celles-ci peuvent être l'occasion de bouleversements profonds et durables du tissu juridique ; c'est vrai en droit interne, dont les mutations se font au gré des révolutions ; ce l'est aussi au plan international comme le montrent les formidables novations que le droit des gens a connues à la suite de chacune des deux guerres mondiales.

La crise du Kosovo n'est assurément pas de la même nature en ce sens qu'elle est plus la conséquence d'une profonde mutation de la société internationale (due à la “globalisation” qui a suivi l'écroulement de l'Empire soviétique et au triomphe de l'idéologie libérale) que la cause première d'une révolution juridique. Elle n'en est pas moins un extraordinaire révélateur des immenses changements qui ont marqué la société internationale au cours des dix dernières années, et auxquels le droit ne peut demeurer insensible.

Ramenés à l'essentiel, les faits sont les suivants : une coalition d'États, auto-désignée, a utilisé la force armée pour mettre fin à une crise humanitaire grave ; et cette intervention a débouché sur l'administration internationale de cette province d'un État souverain durant une période indéterminée, mais probablement fort longue. Ces événements sont difficiles à appréhender en fonction de la grille d'analyse auxquels les internationalistes sont habitués. La plupart s'y accrocheront – il n'y a pas que le droit qui est conservateur : les juristes le sont aussi !

Si telle est la bonne doctrine, il ne fait guère de doute que l'intervention de l'OTAN est clairement illicite. Les internationalistes traditionnels ne manqueront pas de souligner – ils s'y sont déjà employés – que les moyens choisis par les États tiers ou plutôt par une poignée d'États tiers, les pays membres de l'OTAN, sont illicites. C'est que le recours à la force armée est limité par la Charte des

---

\* Professeur à l'Université de Paris X-Nanterre, Membre et ancien Président de la Commission du Droit international des Nations Unies

Nations Unies à deux cas, et deux seulement : les sanctions militaires décidées par le Conseil de Sécurité ou la légitime défense individuelle ou collective en cas d'agression armée. Or, souligneront-ils, les mots ont un sens, et ce n'est pas parce que le génocide et l'agression relèvent de la même catégorie juridique – dans les deux cas, il s'agit de crimes contre la paix et la sécurité de l'humanité – qu'ils sont interchangeables et, en utilisant la force armée contre la Serbie sans autorisation du Conseil de Sécurité, les États membres de l'OTAN, concluront-ils, ont violé la Charte et compromis l'avenir du système de sécurité collective qu'elle s'est efforcée d'instaurer.

Au surplus, l'accord qui a été imposé à la Yougoslavie serait, dans cette perspective, nul et non avenue au regard du droit international puisque, conformément au principe consacré par l'article 52 de la Convention de Vienne sur le droit des traités de 1969, "est nul tout traité dont la conclusion a été obtenue par la menace ou l'emploi de la force en violation des principes du droit international incorporés dans la Charte des Nations Unies".

Quant à la mise sous tutelle du Kosovo par la résolution 1244 (1999) du Conseil de Sécurité, elle sera déclarée par nos juristes traditionnels incompatible avec le principe fondamental de la souveraineté des États.

Cela fait beaucoup d'illicéités. Et cela met aussi en lumière la profonde inadaptation du droit international hérité de la paix de Westphalie et infléchi par la Charte des Nations Unies à une situation de ce genre : un crime est commis, le plus grave de tous, sans doute : un génocide ; mais au nom des sacrosaints principes de l'interdiction du recours à la force et de la souveraineté, il faut le laisser commettre ! Le droit international justifierait l'inaction. C'est consacrer le "principe de Munich"<sup>1</sup> !

L'alternative ? Elle peut d'abord consister à concéder que l'action de l'OTAN est illicite mais à considérer que la morale, ici, justifie la mise à l'écart des règles de droit. Et, après tout, cela est défendable : le droit est un moyen – parmi d'autres – d'assurer la paix sociale, ce n'est pas une valeur en soi et une violation du droit est certainement préférable à la mort programmée d'un peuple. Prétendre le contraire, c'est jouer les Diafoirus du droit international et admettre que mieux vaut laisser se commettre un génocide selon les règles que de l'empêcher contre les règles. Mais il faut reconnaître que ce raisonnement est aussi un aveu d'impuissance du droit et constitue un précédent dangereux : il repose sur un jugement de valeur, inévitablement subjectif.

Plus subtilement – en tout cas plus prudemment –, on peut aussi chercher

---

<sup>1</sup> Durant les plaidoiries orales relatives aux mesures conservatoires demandées par la Yougoslavie dans les affaires qu'elle a introduites devant la C.I.J. contre dix États membres de l'OTAN, l'un de ses avocats, M. Erik Suy a jugé adroit de retourner l'accusation et n'a pas hésité à comparer les pays membres de l'OTAN à l'Allemagne nazie. Ce n'est plus du conservatisme décent, c'est de la provocation indécente: les "génocidaires" ne sont pas ceux que M. Suy accuse !

une voie moyenne et, tout en concédant que l'action de l'OTAN est illicite, y voir l'indice d'un changement en cours des règles applicables ; un précédent, amorce d'une pratique nouvelle qui débouchera sur un droit nouveau, plus adapté aux exigences éthiques et sociales de ce temps. Il reste que c'est admettre aussi que, pour l'heure, le droit condamne à l'impuissance et qu'il n'est pas certain qu'il soit bon de justifier, complètement et une fois pour toutes, des comportements "à la Zorro" du type de celui des États membres de l'OTAN.

En revanche, si l'on rassemble l'ensemble des justifications partielles que ceux-ci peuvent légitimement avancer à l'appui de la licéité de leur action, celle-ci apparaît sous un jour nouveau et peut être défendue, dans une perspective proprement juridique.

En premier lieu, il n'est pas raisonnable de contester que la Yougoslavie avait commis – était en train de commettre – non seulement un "fait internationalement illicite" engageant sa responsabilité internationale, mais aussi, sans aucun doute, un "crime", au sens que le fameux article 19 du projet d'articles de la Commission du Droit international sur la responsabilité des États donne à ce mot. Nous sommes ici, assurément, en présence d'un crime caractérisé, l'hideuse épuration ethnique, nouvel avatar du génocide et le précédent bosniaque ne peut laisser aucun doute : la clique au pouvoir à Belgrade et les tenants de l'idéologie de la "grande Serbie" n'auraient reculé devant aucun moyen pour effacer toute présence "albanaise" au Kosovo.

Cela a une conséquence importante : par définition, tous les États sont donc "concernés" par la commission d'un "crime" international, dont l'article 19 donne la définition suivante :

Le fait internationalement illicite qui résulte d'une violation par un État d'une obligation internationale si essentielle pour la sauvegarde d'intérêts fondamentaux de *la communauté internationale* que sa violation est considérée comme un crime par cette communauté dans son ensemble constitue un crime international.

Il en résulte d'une part que tous les États sont concernés par la "violation grave et à une large échelle d'une obligation d'importance essentielle pour la sauvegarde de l'être humain, comme celle interdisant (. . .) le génocide", et, d'autre part, que la Yougoslavie ne peut certainement pas s'abriter derrière sa "souveraineté" et se plaindre d'une intervention dans ses affaires intérieures ; un génocide n'est pas une affaire intérieure.

Il reste que, si cela justifie une réaction de la "communauté internationale", cela laisse entière la question de l'autorité habilitée à prendre la décision et celle des moyens pouvant être utilisés. Les deux questions sont d'ailleurs liées : la nature de la réaction conditionne, en partie au moins, la possibilité – ou non – pour un État ou un groupe d'États de la décider seuls.

Si l'usage de la force armée n'est pas en cause, pas de problème : tous les États

sont réputés “lésés” par un “crime” et chacun peut adopter les contre-mesures qui lui paraissent adaptées pour le faire cesser. Davantage même, toujours selon le projet d’articles de la C.D.I., tous les États ont l’obligation “de coopérer avec les autres États pour appliquer les mesures visant à éliminer les conséquences d’un crime” (article 53(d) du projet), ce qui, soit dit en passant, aurait justifié l’obligation pour les États tiers – Russie comprise – de coopérer avec l’OTAN et ses États membres pour mettre en œuvre l’embargo sur les produits pétroliers destinés à la Yougoslavie envisagé sur le tard.

Mais les choses sont très différentes dès lors que l’on utilise la force armée. Il faut reconnaître qu’à cet égard l’affaire du Kosovo diffère radicalement de la guerre du Golfe, dans laquelle les deux justifications à l’usage de la contrainte militaire prévues dans la Charte, la légitime défense face à une agression armée et une autorisation du Conseil de Sécurité, étaient présentes. Rien de tel ici où il n’est pas possible de recourir, même par extension, à la légitime défense collective, que l’article 51 de la Charte limite aux seuls cas “où un Membre des Nations Unies est l’objet d’une *agression armée*”, notion à laquelle, si les mots ont un sens, on ne peut assimiler les atteintes graves aux droits de l’homme ou au droit humanitaire, fût-ce un génocide.

Pour sortir de ce cercle vicieux, deux arguments d’un certain poids ont été invoqués :

- d’une part, on a fait valoir que, par ses résolutions 1160, 1199, 1203 (1198) et 1239 (1999), le Conseil de Sécurité s’était expressément placé dans le cadre du chapitre VII de la Charte relatif à l’“action en cas de menace contre la paix, de rupture de la paix et d’acte d’agression”, constatant ainsi, pour le moins, l’existence d’une menace contre la paix, préalable nécessaire aux mesures impliquant l’emploi de la force armée ;
- d’autre part, il a été soutenu que le rejet, à une écrasante majorité, du projet de résolution russe condamnant l’action de l’OTAN équivalait à une approbation de celle-ci.

Factuellement exacts, ces deux arguments ne suffisent cependant pas à emporter complètement la conviction, au moins si on les appréhende isolément. La constatation d’une menace contre la paix est, en effet, *le préalable* indispensable au recours à la force armée (article 39) ; mais elle n’est que cela : elle ouvre une possibilité ; mais c’est ensuite *au Conseil* qu’il appartient de décider la nature et la forme des mesures à prendre. Quant au rejet de la proposition russe, elle laisse le problème pendant : le Conseil de Sécurité n’a pas condamné l’action de l’OTAN, mais il ne l’a pas non plus approuvée ; sa “non-décision” laisse la question de sa licéité ouverte et la position contraire serait lourde de menaces pour l’avenir : il suffirait qu’un Membre permanent oppose son veto à une résolution condamnant une situation quelconque pour que celle-ci doive être considérée comme juridiquement fondée ; c’est confondre le Conseil, organe

politique, avec une juridiction, ce qu'il n'est pas, et c'est assimiler l'absence de toute décision à une décision.

Toutefois, ces faits doivent être remis en perspective, et relus à la lumière de la résolution 1244 (1999) du 10 juin 1999. Plus aucun doute n'est permis : la licéité de l'action de l'OTAN ne peut plus, après son adoption, être mise en doute. Agissant à nouveau en vertu du chapitre VII de la Charte, le Conseil de Sécurité endosse la position du G8 du 6 mai 1999, qui, elle-même, légitime les "buts de guerre" des pays membres de l'OTAN à défaut d'approuver les moyens mis en œuvre, sur lesquels elle est muette. Mais les uns ne vont pas sans les autres et il serait parfaitement hypocrite de les séparer.

Au surplus, cette ratification tacite, *ex post facto*, s'ajoute à un autre silence, tout aussi éloquent, qui, lui, a accompagné l'action de l'OTAN tout au long de son déroulement : celui de l'organe le plus représentatif de la "communauté internationale", l'Assemblée générale des Nations Unies. Si un groupe important d'États avaient désapprouvé l'action de l'organisation de Bruxelles, il leur était facile de demander la convocation d'une session extraordinaire qui aurait pu manifester la désapprobation de la "majorité silencieuse". Cela n'a pas été fait et cela s'ajoute à tous les autres éléments, qui établissent que, dans ce cas précis, le recours à la force armée n'a été jugé ni disproportionné, ni illicite par "la communauté internationale dans son ensemble" : condamnation des actes de violence à l'encontre de la population du Kosovo par le Conseil de Sécurité, refus par celui-ci de désapprouver l'action de l'OTAN à une écrasante majorité, approbation du plan du G8, qui reprend à son compte les objectifs de l'OTAN. Aucun de ces éléments n'est déterminant ; ensemble ils constituent un faisceau d'indices indiscutable, plus que suffisant pour établir une *opinio juris* favorable à l'intervention armée.

Certes, de bons esprits ne manqueront pas de s'indigner de ce qu'ils s'obstineront à considérer comme une entorse intolérable au principe de l'interdiction du recours à la force armée. Mais au nom de quoi seraient-ils mieux à même d'apprécier ce qui, dans ce domaine, est tolérable ou non ? Certes ce principe est essentiel ; l'interdiction du génocide ou de toute atteinte massive aux droits de l'homme et des peuples ne l'est pas moins. Il fallait les concilier. La conciliation opérée entre eux en l'occurrence a paru acceptable à la "communauté internationale [des États]" dans son ensemble ; dans la société internationale, caractérisée par la décentralisation normative (absence d'organe législatif centralisé) et la décentralisation de la contrainte (absence de juge de droit commun et de force armée centralement contrôlée) cela est la manifestation non d'un droit futur, mais des règles juridiques en vigueur telles qu'elles sont perçues par ses membres.

Du même coup les mesures imposées à la Yougoslavie se trouvent légitimées en droit. Sans doute, son "adhésion" aux principes posés par l'OTAN et repris à son compte par le G8 lui a-t-elle été extorquée par la force ; mais,

juridiquement, son acceptation était, en tout état de cause parfaitement inutile : agissant dans le cadre du chapitre VII de la Charte, le Conseil de Sécurité pouvait, de toutes manières, les décider sans son accord. Et, s'il "se félicite" (à deux reprises) de l'adhésion de la Yougoslavie, il y a là une appréciation politique sans incidence juridique : elle n'était pas davantage nécessaire que celle de l'Iraq à l'ensemble de mesures qui lui ont été imposées par la résolution 687 (1991) à l'issue de la guerre du Golfe.

Il est tout aussi vain de s'interroger sur le fondement juridique des "présences internationales civile et de sécurité" décidées par la résolution 1244 (1999) : elles sont juridiquement fondées sur la "responsabilité principale" reconnue au Conseil de Sécurité par l'article 24 de la Charte en matière de maintien de la paix et de la sécurité internationales, même si l'on aurait pu envisager aussi de faire revivre – en l'adaptant – le "régime international de tutelle" prévu par le chapitre XII.

Est-ce à dire que le tableau est sans ombre ? Assurément non. La réaction, nécessaire, de la communauté internationale face à un crime intolérable demeure aléatoire et dépend de la volonté d'une poignée d'États puissants – et, d'abord, des États-Unis – dont l'action ne peut être appréciée en droit qu'*ex post facto* en fonction de réactions "communautaires" toujours difficiles à apprécier. Et cela alors même qu'il eût été relativement aisé de remédier à la paralysie du Conseil de Sécurité en utilisant la célèbre "résolution Dean Acheson" de 1950 qui permet de pallier les carences de celui-ci en recourant à l'Assemblée générale qui, faute de pouvoir obliger les États à participer à des actions de contrainte militaires (ce que peut le Conseil), n'en a pas moins le droit d'autoriser le recours à la force armée en cas d'impossibilité pour celui-ci de s'acquitter de sa responsabilité.

Il reste que la "guerre du Kosovo", témoigne, à sa manière, d'une avancée considérable du "sentiment communautaire" dans la société internationale : en l'absence d'intérêts immédiats décelables (ni pétrole, ni considérations évidentes de politique intérieure dans les grands pays impliqués), un groupe d'États s'est efforcé d'empêcher ou de mettre un terme à une catastrophe humanitaire, de façon souvent maladroite et non sans de très regrettables "bavures", et d'empêcher une deuxième "Bosnie" (200 000 morts et une "épuration ethnique" malheureusement réussie de fait dans la zone serbe. . .).

Il reste à institutionnaliser et à régler pour l'avenir cette prise en charge par la communauté internationale de la répression des manquements les plus graves aux règles du droit international humanitaire. Avec la création des tribunaux pénaux internationaux *ad hoc* et l'adoption du Statut de la Cour pénale internationale, le mouvement est déjà bien avancé s'agissant de la répression des agissements des individus. On peut espérer, sans trop d'illusion, que la crise du Kosovo contribuera à l'amorcer en ce qui concerne les rapports entre les États.

## Kosovo and International Lawyers

SIR ROBERT JENNINGS\*

There are two important features of the Kosovo tragedy that have excited surprisingly little comment. The first is the dramatic demonstration of the inadequacy of the international procedures for taking important political decisions such as the ones that triggered the NATO bombing operations against Serbia. With the political wisdom, or the military merits, or the international lawfulness, of the bombing operation, this article is not concerned. It is however a matter of concern that here was a scenario – the use of considerable military force by a regional alliance of States, against the territorial integrity of another State of the same region – that seems more appropriate to the pattern of international relations in the time of the League of Nations rather than the United Nations. The second striking feature of the Kosovo situation has been the absence of any clear answer to the underlying question about the ultimate destiny of Kosovo itself. There is much talk and speculation about important but ancillary or incidental, though very broad, questions of humanitarian law: of the plight and legal status of refugees, of the possible eventual bringing to justice of those who can be shown to be guilty of appalling breaches of humanitarian law, having succumbed to the temptations of a situation that a truly working system of international law would not have allowed to develop in the first place. But these are only ancillary questions. The real question is what is to happen in the end to the territory of Serbia called Kosovo? International lawyers are strangely silent on that question. It is right to ask why.

These questions and issues are about the ways we devise and apply policy decisions rather than about the meaning and application of rules of law; and there is a temptation therefore for international lawyers to leave them to the policy decision makers, whoever they may be. But this will not do. For the question what body or organisation is competent to make particular policy decisions and in what circumstances is itself a legal question. Within a State one would readily recognise it as a matter governed by the domestic constitutional law. Likewise in international law there is the constitutional law laid down primarily in the Charter of the United Nations, which is much concerned with the making, administration and application of policy decisions by organs legally competent to make them. But in the decisions relating to military action against Serbia, the United Nations was allowed to play, or perhaps could only play, a marginal role. This must be a matter of concern to international lawyers.

---

\* Former President and Member, International Court of Justice; former Whewell Professor of International Law, Cambridge University.

Of course, the international legal system is still far from perfect and governments have to improvise within an inadequate system. No doubt they do their best. But the message this writer wishes to convey in this article is that we, international lawyers, are ourselves not free from responsibility for the imperfect state of international relations. In particular, we have perhaps ourselves given too little attention and thought to the gaps in the international governmental side of the law. A glance at legal history might help to explain the relative neglect of what may be called the governmental or policy side of the international legal system.

It was a singular irony that it was in the midst of the bombing of Serbia that international lawyers gathered in The Hague to celebrate the hundredth anniversary of the First Hague Peace Conference of 1899; and in particular the 1899 Convention for the Pacific Settlement of Disputes which was the origin of the Permanent Court of Arbitration. The word “*pacific*” was then used as a legal term of art. The contrasting non-pacific means of dispute settlement was war which was then an entirely lawful means, unilaterally employable at the discretion of the sovereign State. At that time, therefore, it made sense to speak of *pacific*, or peaceful, methods of settling disputes, to contrast them with the alternative ones, the use of force in one form or another which might even amount to a lawful war.

This remained essentially the legal position throughout the League of Nations period of the twenties and thirties, and was hardly changed in its essentials by the failed Kellogg-Briand Pact of 1928. It is true that the means for the “*pacific*” settlement of disputes were greatly and importantly augmented by the creation of the Permanent Court of International Justice; but it remained sensible and correct to speak of this as one of the means of peaceful or *pacific* settlement to be contrasted with settlement by the successful, or unsuccessful, use of military force.

Unfortunately and erroneously, the international lawyers of the inter-war period began to propagate the idea that the methods of peaceful settlement of disputes, and especially adjudication procedures before a court, were not only practical alternatives to going to war, but that the methods of “*pacific*” settlement could be so strengthened, for example by instituting the compulsory jurisdiction of the Court, as to make it, so it was assumed, not just an alternative but even a substitute for war. War could thus, it was supposed, be controlled and eventually abolished. This notion of going to court instead of going to war depended on a simplistic – not to say naïve – assumption that the essential cause of a war was simply a situation that lawyers could recognise as a “*dispute*”; and that a dispute can always be disposed of by the process of applying the rules of international law by adjudication in an international court or other tribunal. This was a dangerous and irresponsible illusion born of wishful thinking.

It is true that in the inter-war period, especially in the later thirties, the need

for complementary procedures for applying decisions of policy, as well as those for applying existing rules of law, was to some extent recognised in studies of what was called then “the problem of peaceful change”; that is to say the problem of devising machinery for the revising of unjust laws. For, otherwise, a court with compulsory jurisdiction might be doing injustice by applying and administering unjust laws. These studies of the problem of peaceful change were much inspired by the then prevalent thesis that the 1918 Treaty of Versailles settlement represented an unjust law.

These debates were overtaken by the outbreak of the Second World War. Then, in 1946, came the Charter of the United Nations which made unlawful, “the threat or use of force against the territorial integrity or political independence of any State, or in any other manner inconsistent with the Purposes of the United Nations”. At that point the talk of the “peaceful” or “pacific” means of settling disputes became strictly otiose because the contrasting alternative of war was no longer legally available. Nevertheless the habitual preoccupation of international lawyers with the “peaceful settlement of disputes” persisted and even features in the Charter itself. This vocabulary – for it still persists and much of The Hague celebrations in May were, as in 1899, conducted precisely under this dated heading – has been unfortunate in giving rise to the popular impression that international law and the World Court are there to solve the kind of crisis that could easily lead to the unlawful use of force; and, as an inescapable corollary, the impression that these institutions cannot be very successful because the use of force still persists in the news. After all, one does not speak of the successful and influential European Court at Luxembourg as being there for the “peaceful” settlement of disputes.

Oddly, the problem of “peaceful change” apparently disappeared from international law writings, at any rate under that nomenclature; though the need for policy changes in the law remains and is recognised in, for example, the setting up and the work of the International Law Commission and in the holding of the immensely successful Third United Nations Conference on the Law of the Sea. But the peaceful change or reform, or “development” of the law is only a part – and a relatively minor part – of the international problem. In fact, the institutions and procedures for adjudication and for development of the law work very well. The real deficiency – the gaping hole in the international law system – is the inadequacy of the procedures and institutions for making international *policy* decisions.

Yet international lawyers – including some of the most influential – have tended almost always to think, or at least to talk and to write, in terms of the same dated language about the “peaceful settlement of disputes”, as if disputes were the heart of the international problem, and as if the problems of the lawful and unlawful use of force could be solved by the proliferation of courts and tribunals to apply the law. This professional preoccupation has far too long

obscured the crucial need – as may be seen from an examination of the internal legal system of any developed State – for procedures and institutions enabling an issue to be resolved by policy-based decisions rather than by a tribunal applying the law. Every legal system must have courts applying the law; but it must equally have means of applying political experience and wisdom. It is not merely, or even mainly, a question of “settling” disputes or even situations. It may be a question of creating a new situation. As that wisest and most far-seeing of English international lawyers, James Leslie Brierly, said as early as 1925:

We need not expect a court of law to settle all our private disputes, not merely because most of us regard litigation as a disagreeable and expensive experience, but because we recognize, perhaps instinctively, that it could not settle many, or even most of them.

(*The Basis of Obligation in International Law*, p. 95)

That the crucial gaps remain in the international legal system has been only too clearly illustrated by the Kosovo situation. The policy decision to bomb Serbia, whatever its political or legal merits or demerits, was not taken by the United Nations; and there was also great puzzlement as to what was eventually to be the ultimate destiny of the territory of Kosovo. The international law about acquisition and loss of territorial sovereignty – essentially a conveyancing system derived from the classical Roman law of land – had and still has no answer; nor should we expect it to do so. For what is required is a clear, international decision based on reasons of policy or perhaps of expediency. And made by an organ with the constitutional authority to make such a decision for the international community.

If one may quote Brierly again, this time something he said in 1944:

I think one only has to ask oneself where the strength of a municipal system of law comes from to see the truth of these considerations. Such a system works because it does not stand alone; because it is just one element in a much wider system of general social organization; because, in a word, it is a part, but not the whole, of what we call government. I do not mean to suggest by this analogy that the progress of international law must wait for the establishment of an international government; that would indeed be a counsel of despair. But I do suggest that it cannot advance much beyond its present useful but modest role unless we can find internationally what I may call a substitute for government, by which I mean the creation of institutions which will enable the manifold functions of government, with whatever adaptations are necessary – and they will certainly be far-reaching – to be performed internationally.

(*Ibid.*, p. 312)

Of course that was said before his desire for international institutions to perform international governmental acts was in an important, if far from perfect, measure realised in the founding of the United Nations. But the very modest and marginal part the United Nations has played in the key decisions over Kosovo has been disappointing. And it is still probably true to say that too few international lawyers show an adequate realisation of the urgency of the need for better and solidly legally based means of making major policy decisions; and correspondingly how very important the Security Council, with all its limitations, is; for it is the institution which does have the legally based competence to make policy decisions. Faced by this very great need for the development of ways of providing lawful decisions of policy, one can sometimes only despair at the continued preoccupation of many international lawyers with the classical illusions that still go under the heading of “the peaceful settlement of disputes”.

The need for a change of attitude has been expressed most elegantly by Judge Guillaume in his speech delivered at The Hague 1899–1999 celebrations:

Par ailleurs, il convient, me semble-t-il, de se garder d'une illusion trop souvent répandue selon laquelle la paix entre les nations peut être assurée par des méthodes appropriées de règlement des différends, voire même qu'il appartient au juge de prévenir et de mettre un terme aux conflits armés.

Certes, le juge peut jouer un rôle utile en ce domaine. Mais il ne saurait, en l'état actuel de la Société internationale, être le seul garant de la paix. La sécurité des peuples ne peut être assurée par les seuls mécanismes de règlement des différends. La guerre naît avant tout dans l'esprit des hommes et la sécurité ne peut être que le résultat de leurs efforts.

*This article was written at the time (early June '99)  
when the bombing was in its early stages.*

## Profile / Profil

---

### Michael Byers, Associate Professor of Law, Duke University

Michael Byers and I had met previously on several occasions. Some of his writings were familiar to me and I was captivated by his recent book on power and customary international law. What prompted me to ask him for an interview was his presentation entitled *Lessons from the Past: Globalization or Hegemony in a Single Superpower World?* at the 1999 annual meeting of the American Society of International Law. In his presentation Byers related that question to his own work, and to that of the German international lawyer and diplomat Wilhelm G. Grewe. He explained that now, as fifty years ago when Grewe was legal advisor in Bonn, the international community faces a crucial choice between globalization and hegemony; between law and power. Fifty years ago the choice made in favour of globalization was one that could not fully be realized during the Cold War years. Since 1989, however, we have had the option of continuing on that route and, if we do so, international law will have to play a more prominent role than it presently does in international affairs; the alternative is hegemony.

Michael Byers and I arranged to meet during a colloquium on “Corporate Liability Under International Law” organized by the Department of International Law at the Erasmus University of Rotterdam and held at the landmark Hotel New York in that city. As we walked alongside the river Meuse and visited the Café Floor, Michael Byers revealed that he had been drawn to the world of international affairs at an early age, in part because of his background: born of Canadian and German parents in Canada, bilingual from the moment he could speak and trilingual from the age of five. This background, he explained, resulted in a strong belief that international law is needed if the world is to become a more civilized place.

From his studies in political science and English literature at the University of Saskatchewan, his native province, Michael Byers went on to study law at McGill University and to complete a doctorate at Queens’ College, Cambridge. At the time of our interview Michael Byers was a Research Fellow at Jesus College, Oxford and a Visiting Fellow at the Max Planck Institute in Heidelberg. By the time of publication he will have moved to Duke University to take up a post as Associate Professor of Law.

His move to the United States, Michael Byers explained, is motivated by a desire to understand US perspectives on international law and international relations within their own political and cultural context. Only time will tell, he said, whether this will result in a less critical view of US positions and actions in the international arena.

When asked why he chose to pursue an academic career, Byers quickly answered that, from his perspective, his was the best job in the world. It gives him the opportunity to work with intelligent people, students and colleagues alike, to read and think about things that matter to him, to occasionally become involved in practical affairs – most recently the Pinochet Case – and to have the opportunity to write for a more general public. The latter, he confessed, is a remnant of days when he seriously considered becoming a journalist. He is, in a sense, also a journalist, regularly publishing in the *London Review of Books* and other non-academic journals and giving television and radio interviews on the Pinochet Case, Kosovo, and other matters relating to international law.

Byers then added that one major attraction of his job was that “no one tells me what to do or think, I work on the topics of my choice”. Professor James Crawford must have felt that this point was being made to him when he and Byers first discussed Byers’ doctoral thesis, in the autumn of 1992. Professor Crawford, like Byers, then just arrived in Cambridge, had in front of him an undoubtedly carefully read research proposal that had been submitted one-and-a-half years before. Crawford asked Byers whether he was still happy with the proposal, to which the latter replied: “I no longer want to write about that topic, I want to write about the sources of international law.” Whereupon Crawford cautiously inquired whether this might not be too broad a topic. The result, after many fruitful discussions between supervisor and candidate, is the extremely interesting and very well written book *Custom, Power and the Power of Rules: International Relations and Customary International Law*.

Kosovo, Pinochet, the role of international law and lawyers, the history of international relations and international law, and the relationship between power and law all figured prominently in our discourse. They all are topics about which Michael Byers speaks with passion and concern. He summarized his assessment of Kosovo and the Pinochet Case as follows: “In the Kosovo situation power rules over law; in the Pinochet Case law ruled over power. Neither instance involves the making of new law. In Kosovo international law is being violated by both sides; in the Pinochet case international law was applied.”

When asked to relate the Kosovo war to the notion of *opinio juris* as the shared understanding of international law as it applies globally, a notion that Byers develops in his book, he agreed that this is the challenge the war poses to the international legal system, that it undermines universal conceptions of law and organization, including the UN.

During his studies in Europe, Byers not only wrote his doctoral dissertation. He also completed another major work: the translation from German into English of Wilhelm G. Grewe’s book *Epochen der Völkerrechtsgeschichte*, the first version of which was written when Grewe was a doctoral student in Berlin during the Second World War. *The Epochs of International Law* will appear in late 1999 as translated and revised by Michael Byers in close cooperation with

Grewe himself. Wilhelm Grewe was Chief Legal Advisor to the West German Foreign Ministry after the Second World War, Ambassador to the United States, NATO and Tokyo, and later Professor of International Law at the University of Freiburg. Luck, according to Byers, was what brought him into contact with Grewe. During the post-war years Grewe took an interest in Jochen Frowein, the then teenage son of one of the lawyers on his staff. Grewe and the younger Frowein, now Director of the Max-Planck-Institute in Heidelberg, kept in touch. This meant that when Grewe was looking for a translator, Frowein was able to direct him to Byers who, as one of the Institute's visiting fellows, was well known to him. Byers took on the task of translating the 800-page book and, to his great delight, discovered that he and Grewe shared numerous interests, that their books were written when they were about the same age, and that they had a common fascination with the development of international law and the relationship between law and power. But, Byers remarked to me: "What a different epoch Grewe lived in! Imagine writing this book during the Second World War in Berlin – it must have been very difficult, almost impossible. And imagine the challenge of becoming Germany's first ambassador to NATO. Grewe was involved in things that really mattered; he lived the making of the post-war international legal system. I have gained so many insights into law, politics and history from my discussions with him, far more than I could ever have gained from books."

When I pointed out that Byers himself also seems to be involved in the things that matter in international law today, he modestly replied that much of that is luck, a question of being in the right place at the right time, just as he considers himself lucky to have had an excellent education. When I replied that all that is undoubtedly true, but that his achievements must also be due to the fact that he is good at what he does, he smiled and changed the subject.

I asked Byers about his future research plans. He explained that during the next several years he plans to focus on the role of law in international economic relations. His motivation is that this area of law is becoming increasingly more important to the way in which people live their lives. Furthermore, the complex economic and political context within which this area of law operates presents, he believes, a formidable intellectual challenge.

We also discussed our views on the manner in which international law, and law in general, is usually taught. Byers asserted that the classroom at times seems too narrow, reflecting mainly the work of what he calls "those engaged in lawyers' law", i.e. litigation, while that is only a small percentage of what lawyers actually do. More classroom time, he believes, should be devoted to dispute avoidance. In order to illustrate the point, he referred to a statement made to him by a US corporate lawyer: "When my client ends up in court, I have failed to do my job."

During the second day of the colloquium in Rotterdam, I listened to Michael

Byers speak about the Pinochet Case and the difficulties that this type of litigation presents, not only *qua* law but also *qua* organization. Time constraints and the difficulties of explaining the law to one's clients, in this case non-governmental organizations in the human rights field, made for a fascinating but also extremely high-pressure experience. As during our interview, Byers presented his views with passion. It was clear that he cares about international law, and the need for justice to be done.

EH

## **Conference Scene / Le tour des conférences**

---

### **Permanent Court of Arbitration – Centenary Celebrations and New Directions**

PHYLLIS HAMILTON\*

What brought several hundred eminent jurists to the Peace Palace in the Hague on 17 May 1999? Secretary-General of the United Nations, Kofi Annan, who led off a distinguished roster of speakers at the Permanent Court of Arbitration's Centenary events, described it as a celebration of "the wisdom and courage of the drafters of the Hague Convention" and of the shared beginnings in the Hague Convention of the Permanent Court of Arbitration, the United Nations, and the International Court of Justice. He noted the flexibility of the Permanent Court's Optional Rules and the availability of the PCA Financial Assistance Fund to States in need of assistance with the peaceful resolution of disputes. He reminded his audience, who included H.R.H. Queen Beatrix of the Netherlands, granddaughter of the royal hostess of the 1899 Conference, Queen Wilhelmina, that States have made arbitration a frequent choice for dispute settlement. The existence of both judicial settlement at the International Court of Justice and the mechanisms of mediation, conciliation and arbitration available at the PCA, and progress in both human rights and international law, gave him hope "at the end of this violent century".

Chairman of the PCA Members' Conference, Sir Ninian Stephen, then introduced Howard M. Holtzmann who spoke on "the PCA and the Evolution of A Worldwide Arbitration Culture". He observed the lack of an international arbitral institution where information concerning mass claim processes could be collected, analyzed and compared and proposed the PCA as an institution equipped and suited to the task. He envisioned the role of the PCA as being a repository of the procedural science of claims tribunals so that "those who design future tribunals would have an easily accessible source of information" and also as administrator or consultant for future tribunals. Mr. Holtzmann urged that this undertaking begin immediately before current files are "relegated to dusty archives, and while individuals who have first-hand knowledge are readily available."

Dr. Ahmed S. El-Kosheri followed with an analysis of the "Interrelation Between Worldwide Arbitral Culture and the Islamic Traditions". He described how the Koran placed arbitration as a means of settling disputes at the center of the framework necessary to restore harmony to families, communities, and even

---

\* Deputy Secretary-General, Permanent Court of Arbitration.

in a socio-political context. He cited the Eritrea/Yemen arbitration, for which the PCA acted as Registry, as an example of the interrelation between Islamic traditions and international arbitral jurisprudence.

Mr. Yin Yubaio, Director-General of the Department of Treaties and Law at the Ministry of Foreign Affairs in Beijing then traced the existence of instances of the arbitral settlement of disputes in traditional Chinese culture to the 8th Century B.C. where arbitration found its sources within traditional Chinese philosophy. He noted that China had been the successful applicant in an arbitration conducted under the auspices of the PCA in 1935. In 1987 China ratified the New York Convention and in 1993 the ICSID Convention. He foresaw that the international community will draw support from the traditional culture of arbitration in China and that the intensification of relations between China and other nations will provide opportunities to infuse the 21st Century with the principle of the peaceful settlement of disputes.

In the afternoon, Members and Observers gathered for a report by Christopher Pinto, and Francisco Orrego Vicuna, Rapporteurs, on the "Peaceful Settlement of International Disputes". Among the initiatives proposed by the Rapporteurs for the PCA, exploration of the use by NGO's of the PCA Optional Rules for arbitrations where one party is a non-state entity found particular resonance. That recommendation received further amplification at the Centennial Conference hosted by the Russian government in St. Petersburg, 22-25 June 1999.

In St. Petersburg, Secretary-General of the United Nations, Kofi Annan, again commended use of the PCA's facilities as one of the "secret weapons" of peaceful dispute resolution. He encouraged the audience to increase the awareness of the mechanisms already existing which afford tools for resolving conflicts. His address was followed by remarks from the Deputy Secretary-General of the PCA on the procedures of fact finding, mediation, conciliation, and arbitration open to NGO's under PCA Optional Rules.

During the June 24 Peaceful Dispute Resolution session of the Conference at Smolny Palace, several interveners returned to this theme of use by NGO's of arbitration. They recalled the proposals concerning the resolution of international environmental disputes at the PCA presented by Dr. Alfred Rest of Cologne University at the Hague Appeal for Peace, May 13. Pursuing the environmental protection theme, Dr. Renate Platzöder proposed cooperation between the PCA and the Law of the Sea arbitrators on the dissemination of information on UNCLOS arbitrations and the provision of facilities for arbitrations.

The International Bureau of the PCA has seized the "new directions" requested at both conferences: closer cooperation with UN organisations and increased utilization of the flexibility of the Optional Rules adopted by the PCA in the last decade. Efforts are under way to implement those objectives, as well

as the recording and analysis of the procedural developments at mass claim tribunals. These initiatives rest on the strong foundation established by Mr. Hans Jonkman who retired as Secretary-General of the PCA on May 25, 1999.

## Les sanctions des Nations Unies et le droit international

ANNE-MARIE LA ROSA\*

A la fin du mois de juin dernier, l'Institut de hautes études internationales de Genève a organisé, en collaboration avec son programme sur l'étude des organisations internationales (PSIO), un colloque de trois jours sur les sanctions des Nations Unies et le droit international (*United Nations Sanctions and International Law*). Le colloque s'inscrivait dans le cadre plus large d'un projet de recherche de dix-huit mois financé par la Fondation Thyssen, l'Université des Nations Unies, le Département fédéral des affaires étrangères de la Confédération helvétique et le *Tokyo Club*. Ce projet de recherche porte pour sa part sur la mise en œuvre au niveau national des sanctions imposées par le Conseil de Sécurité.

Le colloque a rassemblé pendant ces trois journées plus de 120 participants, parmi lesquels des internationalistes de renom, des Juges de la Cour internationale de Justice, des membres de la Commission du droit international alors en session à Genève ainsi que des praticiens du droit international. Dans ces conditions et tel que l'on pouvait s'y attendre, les débats et la réflexion se sont avérés riches et fructueux.

Depuis l'invasion du Koweït par l'Irak au début des années quatre-vingt-dix, le Conseil de Sécurité – affranchi de son immobilisme engendré par la Guerre froide – a multiplié le recours aux sanctions contre différents pays et entités. Ces mesures ont pris différentes formes, allant de mesures strictement diplomatiques, commerciales, financières ou économiques à d'autres d'une autre nature telles l'imposition d'embargos sur la vente d'armes, la création de tribunaux pénaux internationaux *ad hoc* ou le recours à la force. Toutefois, des situations constituant sans nul doute une menace ou une rupture de la paix ont mis en exergue l'efficacité relative du Conseil de Sécurité qui n'a pas su adopter les mesures appropriées en temps opportun. Dernier en lice, le Kosovo n'en est que l'archétype malheureux. Dans ce dernier cas, face à l'inertie du Conseil, certains ont voulu réagir promptement alléguant vouloir mettre un terme aux violations graves des droits de l'homme qui étaient perpétrées. Si de telles initiatives sont légitimées, du point de vue de la morale, pour mettre fin à une situation intolérable, elles ne peuvent toutefois être réalisées en faisant totalement abstraction du droit international. Il est dès lors primordial et urgent d'identifier aussi précisément que possible le cadre selon lequel des mesures individuelles, régionales ou collectives, impliquant ou non le recours à la force, peuvent être menées. C'est ce contexte qui rend la tenue du colloque si heureuse et opportune.

---

\* Juriste, Bureau international du Travail depuis 1994. Avocate inscrite au Barreau du Québec depuis 1988. A antérieurement pratiqué le droit au Canada

Les journées du colloque ont été divisées en différentes séances traitant d'un aspect de la question relative aux sanctions des Nations Unies et au droit international. La première séance de travail a porté sur la mise en oeuvre au niveau national des sanctions imposées par le Conseil de Sécurité. Le fait pour les Etats d'accepter et d'appliquer les décisions du Conseil de Sécurité (article 25 de la Charte) implique obligatoirement une certaine transformation des sanctions en vue de les rendre directement applicables aux individus. L'efficacité des sanctions dépend non seulement de leurs effets sur l'entité sanctionnée mais aussi du plein respect par ceux qui sont appelés à les appliquer. La mise en oeuvre des sanctions est dès lors tributaire d'une application, voire d'une exécution forcée, qui soient assurées, au sein même des ordres juridiques nationaux concernés, par les entités législatives, exécutives et juridictionnelles compétentes. Dans ce contexte, les interventions des panélistes ont poussé plus avant la difficile question de la collaboration entre deux ordres juridiques distincts et autonomes ainsi que de leur perméabilité croissante, non seulement en termes de droit substantif mais également en raison de leurs conséquences sur les droits privés et individuels des sujets de droit concernés. Mais là ne s'est pas arrêtée la réflexion. Conférenciers et participants ont par la suite été invités à discuter des conséquences de l'interposition d'entités régionales dans la mise en oeuvre des sanctions ou de la position particulière d'Etats neutres ou non membres de l'ONU.

Quelques séances ont été consacrées au thème des sanctions dans l'ordre juridique international. D'entrée, il a été rappelé que la Charte ne fait aucune référence aux "sanctions", toutefois, il a été entendu que les sanctions étaient généralement utilisées pour désigner les mesures prises au regard du Chapitre VII. Pourtant, ces précisions liminaires ne suffisent pas pour fixer la définition des sanctions en droit international ; quels sont leur contenu, leurs conditions d'application ou leurs buts ? Sont-elles, comme d'aucuns le prétendent, essentielles à l'existence même de la norme ? Visent-elles l'exécution forcée ou s'avèrent-elles plutôt la consécration du châtement, le signe ultime de l'opprobre ? Essayer de les définir c'est aussi préciser ce qu'elles ne sont pas. A cet égard, la discussion sur les points de contact avec d'autres régimes, tel celui de la responsabilité des Etats codifiée par la Commission du droit international dans son dernier projet d'articles à cet égard, s'est avérée fructueuse. Les relations et les interfaces pouvant exister entre un régime basé sur des relations bilatérales et un autre dont le fondement même est la défense et le respect de droits partagés par une communauté peuvent dès lors être sondées.

Le large pouvoir discrétionnaire octroyé au Conseil de Sécurité dans le choix des mesures à prendre lorsqu'il a constaté l'existence d'une menace ou d'une rupture de la paix oblige à s'interroger sur les limites des actions du Conseil et sur la possibilité qu'un organe puisse exercer un contrôle. Ici a été rappelé à juste titre que le Conseil de Sécurité doit agir conformément aux buts et principes des

Nations Unies (art 24 paragr. 1). Dans ce contexte, le lien manifeste qui existe entre le Conseil de Sécurité et l'organe judiciaire principal des Nations Unies, la Cour internationale de Justice, a été discuté. D'aucuns ont partagé l'opinion selon laquelle ce contrôle devrait s'accroître et qu'il pourrait intervenir de manière incidente dans les affaires dont la Cour est saisie.

Identifier la place qu'occupent les sanctions dans l'ordre international ainsi qu'évaluer leur efficacité relative obligent à se pencher sur les mesures alternatives que l'ordre international propose. A cet égard, conférenciers et participants ont été invités à discuter des initiatives unilatérales ou régionales qui sont prises en lieu et place des sanctions imposées par le Conseil. En outre, ont été brièvement traitées, dans ce contexte, les "sanctions" que d'autres organisations internationales, comme l'Organisation internationale du Travail, imposent. Enfin, à la suite de la création par le Conseil de Sécurité de deux tribunaux pénaux internationaux *ad hoc*, la question de la responsabilité pénale individuelle et de sa possible complémentarité avec le régime des sanctions ne pouvait être ignorée.

En leur consacrant quelques séances de travail, les organisateurs du colloque ont reconnu l'importance des liens et passerelles liant les sanctions au droit des droits de l'homme et au droit humanitaire. Les questions de compatibilité, d'application de l'article 103 de la Charte, de la hiérarchie des normes et du respect "en toutes circonstances" de certaines normes fondamentales ont été soulevées et ont fait l'objet d'une discussion approfondie.

En ayant à l'esprit ce riche tour d'horizon des questions soulevées par les sanctions des Nations Unies en droit international, le colloque ne pouvait autrement se clore qu'en proposant une réflexion sur l'avenir de telles mesures. D'aucuns ont semblé alors soutenir que le développement de normes qui intéressent et préoccupent la communauté internationale toute entière et dont la transgression octroie à tous et à chacun le droit d'intervenir réclame le renforcement, voire la mise en place, de mécanismes centralisés et institutionnalisés de manière à éviter les actions unilatérales qui ne seraient pas nécessairement le reflet d'une volonté collective. Toutefois, d'un autre côté, les actions collectives ainsi imaginées doivent être sujettes à certaines limites afin d'éviter que les Etats ignorent le droit international en se cachant derrière la fiction du voile corporatif.

On ne peut que se féliciter de la décision des organisateurs du colloque de publier le produit des débats qui ont eu lieu et qui ont suscité une réflexion particulièrement riche et intense.

**Colloquium on the Liability of Multinational Corporations  
under International Law  
29 and 30 April 1999, Rotterdam, The Netherlands**

NICOLA JÄGERS\*

Since modern effort to protect human rights began the world has undergone significant changes regarding the principal actors on the international stage. As a result of the globalisation of the economy, multinational corporations (MNCs) and other businesses now play an important role in various areas previously considered the exclusive domain of the State. The increasing level of activity of these entities has contributed positively to human rights through the creation of jobs and transfer of technology. However, the activities of MNCs also have adverse effects. For example, MNCs can exploit their workers or use their influence to undermine democratic processes. Even though awareness of the negative effects of corporate activities is growing, the focus of international law is still State-centric.

On 29 and 30 April the Glodis Institute and the Department of International Law of the Erasmus University Rotterdam organised a Colloquium dealing with the interesting and complex issue of corporate liability under international law. The organisers of the colloquium aimed to bring together representatives from corporate life, non-governmental organisations, the academic world and legal practitioners to discuss the question to which, if any, norms of international law MNCs can be held subject. If MNCs can be held subject to international law, how and where can they be held liable for violations ?

The first day of the colloquium dealt with the current status of MNCs under international law. In international law the State is the primary subject of human rights obligations. Extending these obligations to non-State entities such as MNCs creates new complexities and pitfalls for international law. Doctrinal principles, for example the doctrine of legal personality, may need to be revisited. The theoretical questions raised in this context require further research.

The colloquium focused on the shortcomings of the current international legal system in addressing MNCs. The various efforts at the international and regional level to stop abuses by these entities were assessed. This is not a new concern: during the seventies several attempts were undertaken to regulate the

---

\* Nicola Jägers is a Ph.D. candidate at the Netherlands Institute of Human Rights, University of Utrecht, affiliated with the School of Human Rights Research. Her dissertation addresses the role and obligations of multinational corporations with regard to human rights.

activities of corporations at the international level. These efforts of the United Nations (UN) and the Organisation for Economic Cooperation and Development (OECD) to develop international standards for MNCs were not very successful. Recently there seems to be a renewal of interest at international level. Several speakers were invited to discuss recent developments within the UN, the European Union (EU) and the OECD. Professor David Weissbrodt (University of Minnesota) spoke about the beginning of a Sessional Working Group on Transnational Corporations within the UN Sub-Commission on Prevention of Discrimination and protection of Minorities. The working group will deal with thorny issues such as, for example, the human rights obligations of non-State entities. Professor Peter Muchlinski (Queen Mary & Westfield College of the University of London) described the activities of the United Nations Conference on Trade And Development (UNCTAD) after its attempts to produce an international code of conduct for MNCs failed in the late 1980s. Professor Andrew Clapham (*Institut des hautes Études*, Geneva), who took part in the negotiations on the Rome Treaty establishing the International Criminal Court (ICC), presented an interesting paper on the role of MNCs before the ICC. Under the present Statute of the ICC, legal persons can not be tried before the Court. However, including legal persons in the jurisdiction of the ICC was discussed during the negotiations and gave rise to controversy. Professor Clapham deemed it possible that the jurisdiction of the Court might be expanded in the future to include MNCs that have violated international law. Mr. Richard Howitt (British Member of the European Parliament) spoke about the recently adopted "Resolution on the Creation of a European Code of Conduct for European MNCs Operating Abroad". The purpose of this resolution is to try to create a legally binding framework for regulating European MNCs operating in developing countries. After the first day it could be concluded in general that there is currently no adequate answer at the international level to the abuse of corporate power. However, a renewed interest can be detected within international and regional institutions regarding the regulation of MNCs.

Whereas the first day of the colloquium focused on the international level, the second day concentrated more on the national level. Several speakers discussed the role that domestic courts can play regarding the enforcement of international law on MNCs. Some noteworthy developments are taking place in civil litigation in the American and British courts. In the United States, lawsuits have been filed under the "Alien Tort Claims Act" (ATCA) against private corporations for violations of human rights abroad. Professor Beth Stephens of Rutgers University, Camden and the Center for Constitutional Rights discussed the legal and practical aspects of these cases. The ATCA also constitutes the legal basis for victims of the Nazi Holocaust to sue the private corporations that used them as slave labour. Professor Anita Ramasastry (University of Washington)

presented an interesting paper on this topic. In the United Kingdom lawsuits have been brought against UK-based corporations for injuries inflicted outside the United Kingdom. The British lawyer Richard Meeran who has been involved in these lawsuits analysed the various cases. The possibility of using civil litigation in the Netherlands was also examined by Professor André Nollkaemper (University of Amsterdam) and Dr Gerrit Betlem (University of Utrecht). At present no such case law exists, but it was concluded that such litigation is possible in the Dutch courts. It was remarked that these developments in the national courts could give rise to problems with respect to extraterritorial jurisdiction.

Generally, after two days of presentations and discussions it could be concluded that current legal methods are not adequate to deal with the adverse effect of the activities of MNCs. The colloquium successfully highlighted the legal problems surrounding MNCs and international law and the possible approaches for remedying the present shortcomings in international law. The organisers succeeded in establishing a forum for constructive dialogue by bringing together legal academics and practitioners working in this relatively new field. It is regrettable that no representatives of corporate life accepted the invitation to participate. I would advise them to read the book containing the conference proceedings that will soon be published by Kluwer.

## **International Law FORUM du droit international**

---

### **Subscription Rates**

Institutional subscription prices, per volume for 1999: NLG 235,00 (including postage and handling). Individual ILA Members and students may subscribe at the reduced rate of GB £24.00 (including postage and handling) per volume. ILA Members and students must send written proof along with their subscription order. These subscriptions may not be put at the disposal of any library. Payment can be made by bank, draft, personal check, credit card, international money order, or UNESCO coupons.

Subscription orders and requests for sample copies should be sent to:

Kluwer Law International Distribution Centre

P.O. Box 322

3300 AH DORDRECHT

The Netherlands

(or to any subscription agent)

For advertisement rates, prices of back volumes, and other information, apply to Kluwer Law International, Sterling House, 66 Wilton Road, LONDON SW1V 1DE, UK.

### **Photocopying**

In the USA: This journal is registered at the Copyright Clearance Center, Inc., 222 Rosewood Drive, Danvers, MA 01923. Authorization to photocopy its items for internal or personal use, or the internal or personal use of specific clients, is granted by Kluwer Law International for users registered with the Copyright Clearance Center (CCC) Transactional Reporting Service, provided that the fee of US \$9.50 per copy is paid directly to CCC. For those organisations that have been granted a photocopy licence by CCC, a separate system of payment has been arranged. The fee code for users of the Transactional Reporting Services is 0929-0273/98 US \$9.50. Authorization does not extend to other kinds of copying, such as that for general distribution, for advertising or promotional purposes, for creating new collective works, or for resale.

In the rest of the world: Permission to photocopy must be obtained from the copyright owner. Please apply to Kluwer Law International, P.O. Box 85889, 2508 CN The Hague, The Netherlands.

**The Kluwer Law International Electronic Catalogue.** This free Internet service is available at the following url: <http://www.kluwerlaw.com>

**Consent to publish** in this journal entails the author's irrevocable and exclusive authorisation of the publisher to collect any sums or considerations for copying or reproduction payable by third parties (as mentioned in article 17, paragraph 2, of the Dutch Copyright Act of 1912 and in the Royal Decree of June 20, 1974 (S.351) pursuant to article 16b of the Dutch Copyright Act of 1912) and/or to act in or out of the court in connection herewith.

**Microfilm and microfiche editions** of this journal are available from University Microfilms International, 300 North Zeeb Road, Ann Arbor, MI 48106, USA.

## **International Law FORUM du droit international**

---

### **Sur la couverture**

Le Comité de Rédaction a choisi d'orner la couverture de FORUM du droit international d'une oeuvre d'art qui changera avec chaque volume. "Une oeuvre d'art est un coin de la création vu à travers un tempérament" a dit Emile Zola. Or, nous voulons que FORUM soit aussi l'expression du monde dans lequel nous vivons à travers le tempérament de ses auteurs et lecteurs. Le lien entre FORUM et l'art était donc aisé et naturel à établir. L'oeuvre choisie pour le premier volume ("Uil" – "Chouette", en français) a été créée par Edith Brinkman qui a donné à FORUM l'autorisation gracieuse de la reproduire. Elle représente la liberté et la force, l'élan et la légèreté que tous les membres du Comité de rédaction espèrent mettre en oeuvre pour la création et le développement de FORUM.

Edith Brinkman est représentée par la Galerie Het Cleyne Huys, Noordeinde 117, 2514 GE La Haye, Pays-Bas. (Tel. +31-70-364-3556).

### **On the Cover**

The Editorial Board has decided to illustrate the cover of the FORUM with a work of art that will change with each volume. "A Work of art is a segment of creation seen through a temperament," said Emile Zola. We hope that the FORUM will also be an expression of the world in which we live, seen through the personality of its authors and readers. The connection between the FORUM and art is thus easy and natural to establish. The work chosen for the first volume ("Uil" – "Owl" in English) has been created by Edith Brinkman who has graciously given permission for FORUM to reproduce it. It represents the freedom and strength, the élan and lightness that the members of the Editorial Board hope will be realized in the creation and development of FORUM.

Edith Brinkman is represented in the Gallery Het Cleyne Huys, Noordeinde 117, 2514 GE The Hague, Netherlands (Tel: t31 70 364 35 56).

### **Information for Authors**

Manuscripts and correspondence relating to articles for submission should be sent to: International Law FORUM du droit international, The Publisher, Annebeth Rosenboom, Kluwer Law International, P.O. Box 85889, 2508 CN The Hague, The Netherlands. Four typewritten copies of papers should be submitted with double spacing between the lines. Footnotes should be numbered consecutively. Figures should be provided camera-ready. No page charges are levied on authors or institutions. Twenty-five free offprints will be provided for each accepted paper; additional offprints will be available to order. The author will receive one set of page proofs. One set with corrections must be returned to the publishers without delay to avoid hold-up in the production schedule. A charge may be made for any substantial alteration to the manuscript at this stage.